

**E 6673**

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

TREIZIÈME LÉGISLATURE

**SÉNAT**

SESSION ORDINAIRE DE 2011-2012

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
Le 12 octobre 2011

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
Le 12 octobre 2011

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

**Virement de crédits** n° DEC34/2011 à l'intérieur de la section III -  
Commission - du budget général pour l'exercice 2011.

15061/11.





**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 7 octobre 2011  
(OR. en)**

**15061/11**

**FIN 701**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

|                    |  |
|--------------------|--|
| Origine:           | M. Janusz LEWANDOWSKI, Membre de la Commission européenne  |
| Date de réception: | 6 octobre 2011   |
| Destinataire:      | M. Jacek DOMINIK, Président du Conseil de l'Union européenne   |
| Objet:             | Virement de crédits n° DEC34/2011 à l'intérieur de la section III -<br>Commission - du budget général pour l'exercice 2011 |

---

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC34/11.

p.j.: DEC34/11



BRUXELLES, LE 03/10/2011

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2011

SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 13, 14, 15, 16,  
17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 32

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 34/2011

EXPOSÉ DES MOTIFS

---

**1. Introduction**

Après avoir examiné l'exécution effective et l'utilisation prévue des crédits de paiement d'ici à la fin de l'exercice, la Commission établit chaque année une proposition de «virement global» destiné à permettre le rééquilibrage des crédits de paiement pour l'exercice en cours. Les besoins de financement constatés sont satisfaits dans la mesure du possible par des virements internes au sein des chapitres budgétaires concernés. La proposition de virement global porte sur les besoins qui ne peuvent être satisfaits par ces virements internes.

Traditionnellement, le virement global ne prend en considération **que** les crédits de **paiement**. La présente proposition de virement global pour 2011 porte sur des crédits de paiement relevant de la plupart des rubriques du cadre financier pluriannuel, pour un montant total d'environ **719,2 millions d'EUR**, soit 0,6 % du total des paiements autorisés dans le budget 2011.

Cette proposition de virement global, qui a été établie en étroite collaboration avec les directions générales concernées, vise à répondre aux besoins complémentaires en crédits de paiement de programmes et d'actions dont la mise en œuvre a été plus rapide que prévu, au moyen des crédits disponibles sur des lignes pour lesquelles on prévoit une sous-exécution d'ici à la fin de l'exercice.

Les virements proposés en vue d'un **renforcement** portent sur les rubriques suivantes du cadre financier pluriannuel:

|                |                              |                      |
|----------------|------------------------------|----------------------|
| • Rubrique 1a: | Compétitivité                | 463,7 millions d'EUR |
| • Rubrique 2:  | Ressources naturelles        | 2,7 millions d'EUR   |
| • Rubrique 3a: | Liberté, sécurité et justice | 37,6 millions d'EUR  |
| • Rubrique 3b: | Citoyenneté                  | 8,5 millions d'EUR   |
| • Rubrique 4:  | L'UE acteur mondial          | 206,0 millions d'EUR |
| • Rubrique 5:  | Administration               | 0,6 million d'EUR    |

Les virements proposés en vue d'un **prélèvement** concernent les rubriques suivantes:

|                |                              |                      |
|----------------|------------------------------|----------------------|
| • Rubrique 1a: | Compétitivité                | 299,4 millions d'EUR |
| • Rubrique 2:  | Ressources naturelles        | 110,5 millions d'EUR |
| • Rubrique 3a: | Liberté, sécurité et justice | 17,2 millions d'EUR  |
| • Rubrique 3b: | Citoyenneté                  | 10,9 millions d'EUR  |
| • Rubrique 4:  | L'UE acteur mondial          | 281,2 millions d'EUR |

Au total, 103 lignes budgétaires sont concernées (57 pour les renforcements et 46 pour les prélèvements) contre 95 lignes (51 pour les renforcements et 44 pour les prélèvements) dans le virement global présenté à la fin de 2010.

## 2. Renforcements et prélèvements de crédits de paiement

Les renforcements proposés sont résumés dans la présente section, avec la mention des crédits disponibles pour compenser ces renforcements. En premier lieu, l'équilibrage est effectué au sein de chaque rubrique du cadre financier pluriannuel. L'excédent de crédits de paiement dans les rubriques 2 (- 107,8 millions d'EUR), 3a (- 2,4 millions d'EUR) et 4 (- 75,2 millions d'EUR) est absorbé par les besoins de renforcement dans les rubriques 1a (+ 164,4 millions d'EUR) et 3a (20,4 millions d'EUR).

### 2.1 Renforcements

Dans la demande de virement, il est proposé un renforcement pour **57 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR), ventilées par rubrique et en fonction du volume du renforcement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

#### 2.1.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- + 72,9 millions d'EUR pour la ligne 15 02 22 Programme «Éducation et formation tout au long de la vie». Compte tenu de l'accélération du rythme des engagements en 2011 et de l'efficacité de la mise en œuvre dans les pays participants, la demande de paiements intermédiaires ne peut pas être couverte par les crédits disponibles.
- + 71,6 millions d'EUR pour la ligne 15 07 77 Personnes. Ce renforcement permettra d'améliorer le délai de contractualisation de l'Agence exécutive pour la recherche (REA) pour cette activité, par la signature d'une part plus élevée de subventions en 2011 (et ensuite le versement des préfinancements initiaux). Ce virement vise en outre à honorer, en temps utile, les obligations contractuelles découlant des conventions de subvention déjà signées par le versement, aux bénéficiaires de paiements intermédiaires et finaux, des montants demandés.
- + 56,3 millions d'EUR pour la ligne 08 04 01 Coopération – Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production. Ce renforcement est nécessaire pour procéder aux paiements dans le cadre de trois appels: UE-Japon 2011, UE-Russie 2011 et PPP 2011. D'une manière plus générale, la simplification des procédures et l'amélioration de la qualité des propositions ont permis d'accélérer la consommation des paiements.
- + 46 millions d'EUR pour la ligne 09 04 01 01 Appui à la coopération en matière de recherche dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC - Coopération). Les progrès réalisés dans la mise en œuvre des opérations relatives au septième appel du 7<sup>e</sup> PC pour le volet TIC du programme Coopération permettront à la Commission d'entreprendre davantage de versements de préfinancements que prévu initialement.
- + 38 millions d'EUR pour la ligne 08 02 01 Coopération – Santé. La nouvelle estimation prend en considération l'état d'avancement des projets de recherche signés entre 2007 et 2010 et des rapports financiers à ce stade de l'année pour ces projets ainsi que l'accélération des procédures d'évaluation et de négociation de l'appel à propositions FP7-Health-2011, ce qui réduit le délai de contractualisation.
- + 30,8 millions d'EUR pour la ligne 01 04 04 Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme «Innovation et esprit d'entreprise». Les instruments financiers du PIC pour les PME, à savoir le MIC (capital-risque) et le GPME (garanties de prêts), tous deux gérés par le Fonds européen d'investissement (FEI) pour le compte de la Commission, se révèlent extrêmement utiles dans le contexte économique actuel en encourageant les investissements productifs qui sous-tendent la relance naissante et semblent susciter aujourd'hui une très forte demande. Les marchés des actions ont commencé à se redresser, entraînant une demande en financements du MIC nettement plus forte que les années précédentes pour ce programme, tandis que le niveau de la demande de garanties du GPME reste soutenu grâce aux sollicitations de pays non encore couverts et à la prolongation d'accords existants avec les intermédiaires financiers, qui sont confrontés à une demande de crédit élevée.
- + 27,1 millions d'EUR pour la ligne 08 06 01 - Coopération - Environnement (y compris le changement climatique). La nouvelle estimation prend en considération l'état d'avancement des projets de recherche signés entre 2007 et 2010 et des rapports financiers à ce stade de l'année pour ces projets ainsi que l'accélération des procédures d'évaluation et de négociation de l'appel à propositions pour 2011, ce qui réduit le délai de contractualisation.

- + 22 millions d'EUR pour la ligne 02 05 01 Programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et Galileo). Ces fonds serviront à honorer les obligations de la Commission découlant de la convention de délégation signée avec l'Agence spatiale européenne (ESA) et de la convention de subvention IOV (validation en orbite), également signée avec l'ESA. Les prévisions reposent sur le dernier rapport trimestriel de l'ESA fondé sur la situation des contrats industriels pour la constellation Galileo.
- + 20 millions d'EUR pour la ligne 02 02 01 Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme pour l'innovation et l'esprit d'entreprise. Sur ce montant, 16 millions d'EUR serviront à couvrir les paiements pour le réseau «Enterprise Europe Network» et 4 millions d'EUR à honorer les paiements intermédiaires pour les activités d'innovation lancées sur cette ligne budgétaire. Sur ce dernier point, la liquidation du RAL (reste à liquider) s'est accélérée en cours d'année, ce qui entraîne des besoins supplémentaires en crédits de paiement.
- + 11,5 millions d'EUR pour la ligne 08 21 01 Euratom - Fission nucléaire et radioprotection. La nouvelle estimation prend en considération l'état d'avancement des projets de recherche signés entre 2007 et 2010 et des rapports financiers à ce stade de l'année pour ces projets ainsi que l'accélération des procédures d'évaluation et de négociation de l'appel à propositions FP7-Fission-2011, ce qui réduit le délai de contractualisation.
- + 10 millions d'EUR pour la ligne 02 04 01 03 Recherche liée aux transports (Galileo). Ces crédits supplémentaires serviront à honorer les obligations de la Commission découlant de la convention de délégation signée avec l'Agence spatiale européenne (ESA).

#### 2.1.2 Rubrique 3a - Liberté, sécurité et justice

- + 20,4 millions d'EUR pour la ligne 18 02 03 02 Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures - Contribution au titre 3. Des efforts ont été réalisés pour accélérer le rythme des paiements; par ailleurs, en raison de la situation politique en Afrique du Nord, les activités opérationnelles de Frontex en Mer méditerranée se sont considérablement intensifiées à partir de mai 2011. Les crédits supplémentaires serviront à clôturer les engagements de 2010 (environ 4,4 millions d'EUR) et à honorer les obligations contractuelles concernant les activités opérationnelles de 2011 en faveur des États membres concernés (environ 16 millions d'EUR).

#### 2.1.4 Rubrique 4 - L'UE acteur mondial

- + 85 millions d'EUR pour la ligne 23 02 01 Aide humanitaire. Le budget de l'aide humanitaire a été renforcé d'un montant de 115 millions d'EUR en crédits d'engagement pour faire face aux crises humanitaires en Libye et en Côte d'Ivoire, et d'un montant supplémentaire de 55 millions d'EUR en crédits d'engagement pour traiter la crise humanitaire dans la Corne de l'Afrique, au Soudan et au Soudan du Sud. Le montant total du renforcement en crédits d'engagement, grâce au recours à la réserve d'aide d'urgence, est ainsi porté à 170 millions d'EUR. Le montant demandé en crédits de paiement à l'occasion de ces renforcements ne constituait que 50 % du montant en crédits d'engagement, alors que les préfinancements représentaient 80 % au début des opérations humanitaires. Par conséquent, il a été spécifiquement mentionné dans les demandes de virement que les crédits de paiement supplémentaires seraient sollicités lors de la procédure de virement global.
- + 26,9 millions d'EUR pour la ligne 19 03 01 02 EULEX Kosovo. Grâce à l'amélioration de la budgétisation et du suivi des dépenses, la mission exécute son budget à un rythme plus rapide que prévu. L'extension de la mission EULEX Kosovo est escomptée à la mi-décembre et la signature du contrat devra être suivie du versement de préfinancements, qui doit couvrir au moins les frais de fonctionnement de la mission au cours des quatre premiers mois, ce qui correspond à un montant de 50 millions d'EUR.
- + 20 millions d'EUR pour la ligne 19 08 01 03 Politique européenne de voisinage et de partenariat – Coopération financière avec l'Europe de l'Est. Depuis le nouveau règlement IEVP, le recours au soutien budgétaire s'est traduit par une amélioration considérable de la qualité et de la continuité du dialogue politique entre la Commission et chaque pays bénéficiaire, tout en favorisant la rapidité du décaissement et la simplification des procédures administratives, ce qui entraîne des retombées positives sur le rythme de décaissement des programmes. En outre, la facilité d'investissement dans le cadre de la politique de voisinage (FIPV), cofinancée avec les États membres et plusieurs institutions financières, est désormais pleinement opérationnelle.

- + 17,4 millions d'EUR pour la ligne 21 05 02 Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose. Les crédits de paiement sur cette ligne doivent être suffisants pour couvrir les crédits d'engagement à hauteur de 65 millions d'EUR, étant donné que le paiement de la contribution à ce Fonds mondial intervient la même année que la signature du contrat.
- + 10,2 millions d'EUR pour la ligne 19 06 04 02 Contribution de l'Union à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en faveur du Fonds pour la réalisation d'un massif de protection à Tchernobyl. Ce montant est nécessaire pour couvrir l'intégralité du montant correspondant à l'engagement pris par l'UE pour 2011 en faveur de la contribution au fonds Tchernobyl.
- + 10 millions d'EUR pour la ligne 19 08 01 02 Politique européenne de voisinage et de partenariat – Aide financière à la Palestine, au processus de paix et à l'UNRWA. Ce renforcement est nécessaire pour couvrir les paiements en faveur de PEGASE et ceux liés aux projets en cours jusqu'à la fin de l'année.
- + 10 millions d'EUR pour la ligne 21 03 01 Acteurs non étatiques du développement. L'exécution a été plus rapide que prévu, avec des besoins accrus en préfinancements.
- + 10 millions d'EUR pour la ligne 23 02 02 Aide alimentaire. Le renforcement de cet article, à hauteur de 45 millions d'EUR en crédits d'engagement, a été approuvé dans le contexte de la crise humanitaire dans la Corne de l'Afrique et au Soudan. Toutefois, au moment de la demande de virement, seuls 50 % du montant avaient été sollicités en crédits de paiement correspondants, les besoins non encore couverts devant être satisfaits dans le cadre du virement global.

## 2.2 Prélèvements

Dans la demande de virement, il est proposé de réduire le niveau des crédits de paiement de **46 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR), ventilées par rubrique et en fonction du volume du prélèvement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

### 2.2.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- - 69,4 millions d'EUR sur la ligne 32 04 14 01 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseaux énergétiques. Certaines demandes de paiement qui devaient être présentées à la fin de 2011 seront reportées à 2012, en raison de retards administratifs et techniques qui sont sans conséquence pour la mise en œuvre finale des projets. Les raisons précises en sont les suivantes: les permis d'environnement pour trois projets n'ont pas encore été reçus (11 millions d'EUR), les demandes de paiement des bénéficiaires sont moins élevées que prévu pour cinq projets (36 millions d'EUR) et des retards opérationnels sont survenus pour sept projets (22,4 millions d'EUR).
- - 57 millions d'EUR sur la ligne 06 03 03 Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport. Ce montant de 57 millions d'EUR est mis à disposition pour épuiser l'ensemble des crédits votés dans le budget 2011, afin que les montants reportés de 2010 puissent être intégralement consommés. Il est essentiel de veiller à ce que tous les crédits disponibles sont entièrement utilisés.
- - 51,2 millions d'EUR sur la ligne 08 07 02 Coopération - Transports - Entreprise commune Clean Sky. L'entreprise commune enregistre un excédent de 51,2 millions d'EUR à l'approche de la fin de l'exercice et, dans l'intérêt de la bonne gestion financière, ce montant doit être mis à disposition pour satisfaire des besoins dans d'autres secteurs.
- - 30,1 millions d'EUR sur la ligne 08 22 03 01 Achèvement du sixième programme-cadre CE (2003-2006). S'agissant des programmes achevés, les paiements se fondent sur les rapports présentés par les bénéficiaires et sont fonction de la qualité de ce compte rendu et de l'état d'avancement des projets de recherche. Certains types de projets ont été clôturés plus tôt que prévu, ce qui entraîne une baisse des contributions de l'UE et des paiements intermédiaires ou finaux.
- - 27,6 millions d'EUR sur la ligne 06 03 05 Entreprise commune SESAR. Outre la contribution de 40 millions d'EUR issue du budget de l'UE, SESAR a reçu 26 millions d'euros supplémentaires provenant d'autres recettes, ce qui permet de réduire les montants issus du budget de l'Union.

- - 14 millions d'EUR sur l'article 08 08 01 Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines. En raison des retards intervenus lors des phases d'évaluation et/ou de négociation de 22 projets se rapportant à un certain nombre d'appels à propositions, seuls huit contrats découlant de ces appels seront signés avant la fin de l'année.
- - 22,7 millions d'EUR sur la ligne 32 04 14 02 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Piégeage et stockage du carbone (PSC). À ce jour, les coûts sont moins élevés que prévu et, en raison de la complexité des activités en question, le rythme d'exécution est ralenti.
- - 13 millions d'EUR sur la ligne 32 04 14 03 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique – Réseau européen d'éoliennes en mer. Un contrôle a permis de détecter des coûts inéligibles pour deux contrats (Aberdeen et C Power). En outre, certaines des demandes de paiement reçues depuis juin sont d'un montant inférieur à ce qui avait été initialement annoncé.

#### 2.2.2 Rubrique 2 - Conservation et gestion des ressources naturelles

- - 70 millions d'EUR sur la ligne 05 04 02 01 Achèvement du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «Orientation» - Régions relevant de l'objectif n° 1 (de 2000 à 2006). L'analyse de la situation, fondée sur des prévisions révisées transmises par les États membres en septembre 2011, révèle que le montant des paiements à effectuer jusqu'à la fin de l'année est inférieur aux crédits disponibles.
- - 25 millions d'EUR sur la ligne 07 03 07 LIFE + (instrument financier pour l'environnement - 2007 à 2013). Le nombre de demandes de paiements intermédiaires (et finaux) reçues à ce jour est largement inférieur aux estimations initiales. Par ailleurs, outre des retards dans les rapports, les seuils pour l'obtention de paiements intermédiaires (les coûts éligibles devant s'établir à au moins 150 % du montant du préfinancement) n'ont pas été atteints.

#### 2.2.3 Rubrique 3a - Liberté, sécurité et justice

- - 12,8 millions d'EUR sur la ligne 18 05 09 Prévenir et combattre la criminalité. Les réponses aux appels à propositions 2010 ont été moins nombreuses que prévu, en raison des difficultés rencontrées par les bénéficiaires potentiels pour réunir leur propre contribution au projet (20 % du coût total) en cette période de crise financière.

#### 2.2.4 Rubrique 4 - L'UE acteur mondial

- - 87 millions d'EUR sur la ligne 13 05 01 01 Instrument structurel de préadhésion (ISPA) - Achèvement d'autres programmes antérieurs (2000 à 2006). La clôture de certains projets relevant d'anciens programmes ISPA a pris plus de temps que prévu et la prorogation des délais d'éligibilité a également contribué à retarder la clôture de projets. Par ailleurs, dans certains cas, la Commission devait recevoir un remboursement au lieu d'effectuer un paiement final.
- - 43 millions d'EUR sur la ligne 19 10 01 01 Coopération avec les pays en développement d'Asie. Dans le cadre de plusieurs programmes financés par cette ligne budgétaire, des paiements prévus en 2011 ont été réduits, reportés à 2012 ou annulés, pour les raisons suivantes: lenteurs dans la présentation, par le contractant, des rapports d'avancement, des rapports finaux et des déclarations de dépenses et, au niveau des procédures, durée plus longue que prévu de certaines passations de marchés, ainsi que retards dans la mise en œuvre et réalisation d'économies.
- - 41 millions d'EUR sur le poste 22 02 07 01 Programmes régionaux et horizontaux. Ce prélèvement découle principalement de la décision, prise en 2010, de réorienter les subventions restantes au titre de plusieurs mécanismes IFI (institutions financières internationales) en faveur de PME, de municipalités et de projets sur l'efficacité énergétique en Turquie, Croatie, Bulgarie et Roumanie, en transférant les crédits vers les instruments innovants FEESE (Fonds européen pour l'Europe du Sud-Est) et FCV (Fonds pour une croissance verte). Ce virement a été à l'origine de paiements en 2010 dans le cadre des accords correspondants, qui étaient initialement prévus pour 2011. Par ailleurs, d'autres paiements prévus pour 2011 au titre des mécanismes IFI seront retardés, étant donné que les opérations de prêt ciblant les projets «verts» nécessitent une préparation plus longue, de sorte que les seuils de déclenchement pour les prochains paiements seront atteints plus tard.



- - 27 millions d'EUR sur l'article 04 06 01 Instrument d'aide de préadhésion (IAP) - Développement des ressources humaines. La vérification financière, par les autorités turques, de subventions ayant révélé des problèmes, détectés par les auditeurs de la Commission en mai 2011, et compte tenu des mesures de suivi nécessaires, la présentation des demandes de paiement par les autorités turques et les paiements correspondants de la Commission seront retardés.
- - 18 millions d'EUR sur la ligne 19 10 03 Coopération avec l'Iraq, l'Iran et le Yémen. La détérioration des conditions de sécurité et de l'environnement politique dans la plupart des pays bénéficiaires de fonds issus de cette ligne budgétaire a une incidence globalement négative sur la mise en œuvre des projets et donc sur les décaissements. Dans ce contexte, plusieurs paiements ont été reportés à 2012.
- - 13,2 millions d'EUR sur la ligne 21 02 03 Facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement. Des retards dans la mise en œuvre de projets d'ONG au titre de la facilité alimentaire ont entraîné un traitement tardif des paiements se rapportant à la deuxième tranche du préfinancement.
- - 11,6 millions d'EUR sur la ligne 21 06 05 Aide aux producteurs de bananes des États ACP. Compte tenu du retard pris dans l'adoption de la base juridique, aucun paiement ne sera effectué cette année.
- - 11 millions d'EUR sur la ligne 19 10 01 02 Aide à la réhabilitation et à la reconstruction de l'Afghanistan. Des problèmes de sécurité et des difficultés de mise en œuvre ont été à l'origine de la réduction ou de l'annulation de plusieurs paiements.

### 3. Virements proposés

Tous les virements proposés, ayant pour objet un renforcement ou une réduction des crédits, sont repris dans le tableau récapitulatif, selon l'ordre de la nomenclature budgétaire. Ce tableau indique:

- les crédits du budget initial, y compris les budgets rectificatifs au 16 septembre 2011;
- les virements au 16 septembre 2011;
- l'exécution au 16 septembre 2011;
- le montant total des crédits encore disponibles;
- les virements proposés (renforcement ou prélèvement);
- le taux de variation par rapport au budget initial (budgets rectificatifs compris);
- une brève justification du virement proposé. Pour les prélèvements ou les renforcements représentant moins de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, l'une des justifications standard suivantes s'applique:
  - exécution plus rapide que prévu;
  - exécution plus lente que prévu;
  - non-exécution de paiements d'avances programmés;
  - crédits de paiement insuffisants pour couvrir les crédits d'engagement;
    - absorption accrue de paiements retardés lors de l'exercice précédent.

Pour les prélèvements ou les renforcements représentant plus de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, des justifications plus circonstanciées sont fournies ci-joint.

**BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2011**

SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 32

**VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 34/2011**

EN EUROS

**ORIGINE DES CRÉDITS****DU CHAPITRE - 0103 Affaires économiques et financières internationales**

POSTE - 01 03 01 01 Banque européenne pour la reconstruction et le développement - Mise à disposition des parts libérées du capital souscrit

CP 4 101 987

ARTICLE - 01 03 02 Assistance macroéconomique

CP 3 100 000

**DU CHAPITRE - 0403 Travailler en Europe - Dialogue social et mobilité**

ARTICLE - 04 03 13 Action préparatoire - Ton premier job EURES

CP 2 000 000

**DU CHAPITRE - 0406 Instrument d'aide de préadhésion (IAP) - Développement des ressources humaines**

ARTICLE - 04 06 01 Instrument d'aide de préadhésion (IAP) - Développement des ressources humaines

CP 27 000 000

**DU CHAPITRE - 0504 Développement rural**

POSTE - 05 04 02 01 Achèvement du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «Orientation» - Régions relevant de l'objectif n° 1 (de 2000 à 2006)

CP 70 000 000

POSTE - 05 04 02 06 Achèvement de Leader (2000 à 2006)

CP 5 000 000

POSTE - 05 04 05 02 Assistance technique opérationnelle

CP 2 300 000

**DU CHAPITRE - 0603 Réseaux transeuropéens**

ARTICLE - 06 03 03 Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport

CP 57 000 000

ARTICLE - 06 03 05 Entreprise commune SESAR

CP 27 600 000

**DU CHAPITRE - 0703 Élaboration et mise en œuvre de la politique et de la législation environnementales de l'Union**

ARTICLE - 07 03 03 Achèvement de LIFE III [instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Projets sur le territoire de l'Union - Partie I (protection de la nature)

CP 3 700 000

ARTICLE - 07 03 04 Achèvement de LIFE III [instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Projets sur le territoire de l'Union - Partie II (protection de l'environnement)

CP 750 000

ARTICLE - 07 03 07 LIFE + (instrument financier pour l'environnement - 2007 à 2013)

CP 25 000 000

**DU CHAPITRE - 0712 Mise en œuvre de la politique et de la législation de l'Union sur l'action pour le climat**

ARTICLE - 07 12 01 Mise en œuvre de la politique et de la législation de l'Union sur l'action pour le climat

CP 1 250 000

**DU CHAPITRE - 0807 Coopération – Transports (y compris l'aéronautique)**

ARTICLE - 08 07 02 Coopération - Transports - Entreprise commune Clean Sky

CP 51 158 674

**DU CHAPITRE - 0808 Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines**

ARTICLE - 08 08 01 Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines

CP 14 000 000

|  |    |            |
|--|----|------------|
| <b>DU CHAPITRE</b> - 0813 Capacités - Recherche au profit des petites et moyennes entreprises (PME)  |    |            |
| ARTICLE - 08 13 01 Capacités - Recherche au profit des petites et moyennes entreprises (PME)   | CP | 5 498 000  |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 0822 Achèvement des programmes-cadres antérieurs et autres activités  |    |            |
| POSTE - 08 22 03 01 Achèvement du sixième programme-cadre CE (2003-2006)   | CP | 30 108 000 |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 0905 Capacités – Infrastructures de recherche   |    |            |
| ARTICLE - 09 05 01 Capacités – Infrastructures de recherche  | CP | 1 987 000  |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1005 Poids du passé nucléaire provenant des activités exécutées par le Centre commun de recherche dans le cadre du traité Euratom           |    |            |
| ARTICLE - 10 05 01 Démantèlement des installations nucléaires et gestion des déchets   | CP | 4 900 000  |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1102 Marchés de la pêche  |    |            |
| POSTE - 11 02 01 03 Action préparatoire - Observatoire des prix du marché des produits de la pêche   | CP | 525 000    |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1108 Contrôle et mise en œuvre de la politique commune de la pêche  |    |            |
| ARTICLE - 11 08 01 Participation financière à des dépenses des États membres en matière de contrôle  | CP | 2 000 000  |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1305 Interventions de préadhésion en relation avec la politique structurelle  |    |            |
| POSTE - 13 05 01 01 Instrument structurel de préadhésion (ISPA) - Achèvement d'autres programmes antérieurs (2000 à 2006)  | CP | 87 000 000 |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1602 Communication et médias  |    |            |
| ARTICLE - 16 02 02 Actions multimédias   | CP | 1 500 000  |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1703 Santé publique   |    |            |
| POSTE - 17 03 01 01 Achèvement du programme de santé publique (2003-2008)  | CP | 1 400 000  |
| ARTICLE - 17 03 06 Action de l'Union dans le domaine de la santé   | CP | 6 500 000  |
| POSTE - 17 03 07 02 Autorité européenne de sécurité des aliments - Contribution au titre 3   | CP | 1 500 000  |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1804 Droits fondamentaux et citoyenneté   |    |            |
| ARTICLE - 18 04 11 Projet pilote - Méthodologie européenne pour la mise au point de politiques fondées sur des preuves en ce qui concerne les droits des enfants | CP | 1 000 000  |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1805 Sécurité et protection des libertés  |    |            |
| ARTICLE - 18 05 08 Prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme  | CP | 2 000 000  |
| ARTICLE - 18 05 09 Prévenir et combattre la criminalité  | CP | 12 800 000 |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1807 Prévenir la consommation de drogue et informer le public   |    |            |
| ARTICLE - 18 07 03 Prévenir la consommation de drogue et informer le public  | CP | 600 000    |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1808 Stratégie politique et coordination  |    |            |
| ARTICLE - 18 08 01 Prince - Espace de liberté, de sécurité et de justice   | CP | 800 000    |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1904 Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)  |    |            |
| ARTICLE - 19 04 05 Achèvement de l'ancienne coopération  | CP | 8 868 000  |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1909 Relations avec l'Amérique latine   |    |            |
| ARTICLE - 19 09 02 Action préparatoire - Coopération avec les pays d'Amérique latine à revenus moyens  | CP | 1 150 000  |
| <b>DU CHAPITRE</b> - 1910 Relations avec l'Asie, l'Asie centrale et le Moyen-Orient (Iraq, Iran, Yémen)  |    |            |
| POSTE - 19 10 01 01 Coopération avec les pays en développement d'Asie  | CP | 43 000 000 |
| POSTE - 19 10 01 02 Aide à la réhabilitation et à la reconstruction de l'Afghanistan   | CP | 11 000 000 |

|   |    |            |
|---|----|------------|
| POSTE - 19 10 01 04 Action préparatoire - Échanges économiques et scientifiques avec la Chine   | CP | 1 100 000  |
| ARTICLE - 19 10 02 Coopération avec les pays en développement d'Asie centrale   | CP | 7 500 000  |
| ARTICLE - 19 10 03 Coopération avec l'Iraq, l'Iran et le Yémen  | CP | 18 000 000 |
| <b>DU CHAPITRE - 2102 Sécurité alimentaire</b>  |    |            |
| ARTICLE - 21 02 03 Facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement   | CP | 13 209 000 |
| <b>DU CHAPITRE - 2104 Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie</b>   |    |            |
| ARTICLE - 21 04 06 Action préparatoire - Gestion des eaux dans les pays en développement  | CP | 2 247 667  |
| <b>DU CHAPITRE - 2106 Coopération géographique avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)</b>   |    |            |
| ARTICLE - 21 06 05 Aide aux producteurs de bananes des États ACP  | CP | 11 587 000 |
| <b>DU CHAPITRE - 2108 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP»</b>  |    |            |
| ARTICLE - 21 08 02 Coordination et sensibilisation dans le domaine du développement   | CP | 1 364 136  |
| <b>DU CHAPITRE - 2202 Processus et stratégie d'élargissement</b>  |    |            |
| POSTE - 22 02 07 01 Programmes régionaux et horizontaux   | CP | 41 000 000 |
| <b>DU CHAPITRE - 3204 Sources d'énergie classiques et renouvelables</b>   |    |            |
| POSTE - 32 04 14 01 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseaux énergétiques  | CP | 69 400 000 |
| POSTE - 32 04 14 02 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique – Piégeage et stockage du carbone (PSC)   | CP | 22 700 000 |
| POSTE - 32 04 14 03 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique – Réseau européen d'éoliennes en mer  | CP | 13 000 000 |
| <b><u>DESTINATION DES CRÉDITS</u></b>   |    |            |
| <b>AU CHAPITRE - 0104 Opérations et instruments financiers</b>  |    |            |
| ARTICLE – 01 04 04 Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme «Innovation et esprit d'entreprise»  | CP | 30 789 000 |
| <b>AU CHAPITRE - 0202 Compétitivité, politique industrielle, innovation et esprit d'entreprise</b>  |    |            |
| ARTICLE - 02 02 01 Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme pour l'innovation et l'esprit d'entreprise   | CP | 20 000 000 |
| <b>AU CHAPITRE - 0203 Marché intérieur des biens et des politiques sectorielles</b>   |    |            |
| ARTICLE - 02 03 01 Fonctionnement et développement du marché intérieur, notamment dans les domaines de la notification, de la certification et du rapprochement sectoriel | CP | 2 000 000  |
| ARTICLE - 02 03 04 Normalisation et rapprochement des législations  | CP | 1 500 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 0204 Coopération - Espace et sécurité</b>  |    |            |
| POSTE - 02 04 01 01 Recherche dans le domaine de l'espace   | CP | 5 500 000  |
| POSTE - 02 04 01 02 Recherche dans le domaine de la sécurité  | CP | 3 000 000  |
| POSTE - 02 04 01 03 Recherche liée aux transports (Galileo)   | CP | 10 000 000 |
| <b>AU CHAPITRE - 0205 Programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et Galileo)</b>  |    |            |
| ARTICLE - 02 05 01 Programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et Galileo)   | CP | 22 000 000 |

|   |    |            |
|---|----|------------|
| <b>AU CHAPITRE - 0404</b> Emploi, solidarité sociale et égalité entre les hommes et les femmes  |    |            |
| POSTE - 04 04 01 02 Protection et insertion sociales  | CP | 2 945 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 0405</b> Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)   |    |            |
| ARTICLE - 04 05 01 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)  | CP | 5 460 495  |
| <b>AU CHAPITRE - 0802</b> Coopération – Santé   |    |            |
| ARTICLE - 08 02 01 Coopération - Santé  | CP | 7 960 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 0804</b> Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production                                       |    |            |
| ARTICLE - 08 04 01 Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production  | CP | 56 291 000 |
| <b>AU CHAPITRE - 0805</b> Coopération - Énergie   |    |            |
| ARTICLE - 08 05 01 Coopération - Énergie  | CP | 4 000 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 0806</b> Coopération - Environnement (y compris le changement climatique)  |    |            |
| ARTICLE - 08 06 01 Coopération - Environnement (y compris le changement climatique)   | CP | 27 085 000 |
| <b>AU CHAPITRE – 0809</b> Coopération - Instrument de financement avec partage des risques (RSFF)   |    |            |
| ARTICLE - 08 09 01 Coopération - Instrument de financement avec partage des risques (RSFF)  | CP | 9 792 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 0818</b> Capacités - Instrument de financement avec partage des risques (RSFF)   |    |            |
| ARTICLE - 08 18 01 Capacités - Instrument de financement avec partage des risques (RSFF)  | CP | 2 448 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 0821</b> Euratom - Fission nucléaire et radioprotection  |    |            |
| ARTICLE - 08 21 01 Euratom - Fission nucléaire et radioprotection   | CP | 11 500 000 |
| <b>AU CHAPITRE - 0904</b> Coopération - Technologies de l'information et de la communication (TIC)  |    |            |
| POSTE - 09 04 01 01 Appui à la coopération en matière de recherche dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC - Coopération) | CP | 46 000 000 |
| <b>AU CHAPITRE - 1102</b> Marchés de la pêche   |    |            |
| POSTE - 11 02 01 01 Interventions pour les produits de la pêche – Nouvelles actions   | CP | 2 700 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 1402</b> Stratégie politique et coordination de la direction générale de la fiscalité et de l'union douanière                                  |    |            |
| ARTICLE - 14 02 01 Mise en œuvre et développement du marché intérieur   | CP | 400 000    |
| <b>AU CHAPITRE - 1404</b> Politique douanière   |    |            |
| ARTICLE - 14 04 02 Douane 2013  | CP | 3 900 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 1405</b> Politique fiscale   |    |            |
| ARTICLE - 14 05 03 Fiscalis 2013  | CP | 1 150 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 1502</b> Éducation et formation tout au long de la vie, notamment le multilinguisme  |    |            |
| ARTICLE - 15 02 22 Programme «Éducation et formation tout au long de la vie»  | CP | 72 855 438 |
| <b>AU CHAPITRE - 1507</b> Personnes - Programme en faveur de la mobilité des chercheurs   |    |            |
| ARTICLE - 15 07 77 Personnes  | CP | 71 619 000 |
| <b>AU CHAPITRE - 1603</b> Communication au niveau local   |    |            |
| POSTE - 16 03 02 01 Communication des représentations de la Commission  | CP | 1 000 000  |
| ARTICLE - 16 03 04 Communiquer sur l'Europe en partenariat  | CP | 1 000 000  |

|  |    |            |
|--|----|------------|
| <b>AU CHAPITRE - 1604 Outils d'analyse et de communication</b>   |    |            |
| POSTE - 16 04 02 01 Outils d'information et de communication écrite et en ligne  | CP | 2 500 000  |
| ARTICLE - 16 04 04 Publications écrites générales  | CP | 500 000    |
| <b>AU CHAPITRE - 1605 Promouvoir la citoyenneté européenne</b>   |    |            |
| POSTE - 16 05 01 01 L'Europe pour les citoyens   | CP | 3 000 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 1702 Politique des consommateurs</b>  |    |            |
| ARTICLE - 17 02 02 Action de l'Union dans le domaine de la politique des consommateurs   | CP | 1 000 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 1704 Sécurité des aliments pour animaux et des denrées alimentaires, santé et bien-être des animaux et domaine phytosanitaire</b>   |    |            |
| ARTICLE - 17 04 09 Accords internationaux et adhésion à des organisations internationales dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé et du bien-être des animaux, et dans le domaine phytosanitaire   | CP | 60 000     |
| <b>AU CHAPITRE - 1802 Solidarité - Frontières extérieures, retour, politique des visas et libre circulation des personnes</b>  |    |            |
| POSTE - 18 02 03 02 Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures — Contribution au titre 3  | CP | 20 400 000 |
| POSTE - 18 02 04 01 Système d'information Schengen (SIS II)  | CP | 6 900 000  |
| ARTICLE - 18 02 05 Système d'information sur les visas (VIS)   | CP | 7 300 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 18 06 Justice pénale et justice civile</b>  |    |            |
| ARTICLE - 18 06 06 Justice pénale  | CP | 3 000 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 1903 Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)</b>  |    |            |
| POSTE - 19 03 01 02 EULEX Kosovo   | CP | 26 879 317 |
| POSTE - 19 03 01 04 Autres mesures et opérations de gestion de crise   | CP | 5 130 001  |
| <b>AU CHAPITRE - 1905 Relations et coopération avec les pays tiers industrialisés</b>  |    |            |
| ARTICLE - 19 05 01 Coopération avec les pays tiers industrialisés  | CP | 800 000    |
| <b>AU CHAPITRE - 1906 Réaction aux crises et menaces pour la sécurité mondiale</b>   |    |            |
| POSTE - 19 06 02 01 Actions dans le domaine de l'atténuation des risques et de la préparation quant aux matières ou agents chimiques, nucléaires ou biologiques (instrument de stabilité)  | CP | 266 099    |
| ARTICLE - 19 06 03 Actions transrégionales dans les domaines de la criminalité organisée, de la lutte contre les trafics, de la protection des infrastructures critiques, des menaces pour la santé publique et de la lutte contre le terrorisme (instrument de stabilité) | CP | 1 789 420  |
| POSTE - 19 06 04 02 Contribution de l'Union à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en faveur du Fonds pour la réalisation d'un massif de protection à Tchernobyl  | CP | 10 195 525 |
| <b>AU CHAPITRE - 1908 Politique européenne de voisinage et relations avec la Russie</b>  |    |            |
| POSTE - 19 08 01 02 Politique européenne de voisinage et de partenariat – Aide financière à la Palestine, au processus de paix et à l'UNRWA  | CP | 10 000 000 |
| POSTE - 19 08 01 03 Politique européenne de voisinage et de partenariat – Coopération financière avec l'Europe de l'Est  | CP | 20 000 000 |
| <b>AU CHAPITRE - 1911 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Relations extérieures»</b>   |    |            |
| ARTICLE - 19 11 01 Évaluation des résultats de l'aide de l'Union, actions de suivi et d'audit  | CP | 2 351 000  |
| ARTICLE - 19 11 03 L'Union européenne dans le monde  | CP | 129 000    |
| <b>AU CHAPITRE - 2103 Acteurs non étatiques du développement</b>   |    |            |
| ARTICLE - 21 03 01 Acteurs non étatiques du développement  | CP | 10 000 000 |

|  |    |            |
|--|----|------------|
| ARTICLE - 21 03 02 Autorités locales du développement  | CP | 2 000 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 2105 Développement humain et social</b>   |    |            |
| POSTE - 21 05 01 03 Autres aspects du développement humain et social   | CP | 56 119     |
| ARTICLE - 21 05 02 Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose   | CP | 17 391 050 |
| <b>AU CHAPITRE - 2302 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées, l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes</b> |    |            |
| ARTICLE - 23 02 01 Aide humanitaire  | CP | 85 000 000 |
| ARTICLE - 23 02 02 Aide alimentaire  | CP | 10 000 000 |
| <b>AU CHAPITRE - 2303 Instrument financier pour la protection civile</b>   |    |            |
| ARTICLE - 23 03 06 Interventions de protection civile dans les pays tiers  | CP | 4 000 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 2402 Lutte contre la fraude</b>   |    |            |
| ARTICLE - 24 02 03 Système d'information antifraude (AFIS)   | CP | 1 600 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 2502 Relations avec la société civile, transparence et information</b>  |    |            |
| POSTE - 25 02 04 01 Bases documentaires  | CP | 120 000    |
| <b>AU CHAPITRE - 2603 Services offerts aux administrations publiques, aux entreprises et aux citoyens</b>                                    |    |            |
| POSTE - 26 03 01 01 Solutions d'interopérabilité pour les administrations publiques européennes (ISA)  | CP | 4 000 000  |
| <b>AU CHAPITRE - 2902 Production d'informations statistiques</b>   |    |            |
| ARTICLE - 29 02 03 Programme statistique de l'Union 2008-2012  | CP | 4 942 000  |
| ARTICLE - 29 02 04 Modernisation des statistiques européennes sur les entreprises et sur le commerce (MEETS)                                 | CP | 5 000 000  |

| Ligne / Intitulé   |               |               |  |                      |  |             | Total (4±5) | Variation (4/1A)                | Justification standard |
|--|---------------|---------------|--|----------------------|--|-------------|-------------|---------------------------------|------------------------|
| Budget initial ±BR (1A)  | Virements (2) | Exécution (3) | Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3) | Virement proposé (5) |  |             |             |                                 |                        |
| <b>01 03 01 01 - Banque européenne pour la reconstruction et le développement - Mise à disposition des parts libérées du capital souscrit</b>                            |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 4 101 987  | 0             | 0             | 4 101 987                                  | -4 101 987           |  | 0           | -100,00%    |                                 | *                      |
| <b>01 03 02 - Assistance macroéconomique</b>   |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 88 552 647   | 0             | 34 031 709    | 54 520 938                                 | -3 100 000           |  | 51 420 938  | -3,50%      |                                 | *                      |
| <b>01 04 04 - Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme «Innovation et esprit d'entreprise»</b>  |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 28 565 370   | 0             | 28 565 370    | 679 856                                    | 30 789 000           |  | 31 468 856  | 107,78%     |                                 | *                      |
| <b>02 02 01 - Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme pour l'innovation et l'esprit d'entreprise</b>   |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 114 261 480  | 30 200 000    | 133 201 893   | 13 979 010                                 | 20 000 000           |  | 33 979 010  | 17,50%      |                                 | *                      |
| <b>02 03 01 - Fonctionnement et développement du marché intérieur, notamment dans les domaines de la notification, de la certification et du rapprochement sectoriel</b> |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 15 234 864   | 0             | 11 153 466    | 4 443 988                                  | 2 000 000            |  | 6 443 988   | 13,13%      |                                 | *                      |
| <b>02 03 04 - Normalisation et rapprochement des législations</b>  |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 17 139 222   | 0             | 13 286 368    | 3 852 854                                  | 1 500 000            |  | 5 352 854   | 8,75%       |                                 | *                      |
| <b>02 04 01 01 - Recherche dans le domaine de l'espace</b>   |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 219 001 169  | 0             | 184 594 320   | 39 619 077                                 | 5 500 000            |  | 45 119 077  | 2,51%       | Exécution plus rapide que prévu |                        |
| <b>02 04 01 02 - Recherche dans le domaine de la sécurité</b>  |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 114 356 698  | 0             | 91 752 348    | 25 326 039                                 | 3 000 000            |  | 28 326 039  | 2,62%       | Exécution plus rapide que prévu |                        |
| <b>02 04 01 03 - Recherche liée aux transports (Galileo)</b>   |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 47 608 950   | 0             | 19 520 081    | 29 221 962                                 | 10 000 000           |  | 39 221 962  | 21,00%      |                                 | *                      |
| <b>02 05 01 - Programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et Galileo)</b>   |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 523 698 449  | 0             | 299 731 050   | 233 488 192                                | 22 000 000           |  | 255 488 192 | 4,20%       |                                 | *                      |
| <b>04 03 13 - Action préparatoire - Ton premier job EURES</b>  |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 2 000 000  | 0             | 0             | 2 000 000                                  | -2 000 000           |  | 0           | -100,00%    |                                 | *                      |
| <b>04 04 01 02 - Protection et insertion sociales</b>  |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 25 232 743   | 0             | 17 156 004    | 8 677 278                                  | 2 945 000            |  | 11 622 278  | 11,67%      |                                 | *                      |
| <b>04 05 01 - Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)</b>  |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 97 608 950   | 0             | 30 800 637    | 66 808 313                                 | 5 460 495            |  | 72 268 808  | 5,59%       |                                 | *                      |
| <b>04 06 01 - Instrument d'aide de préadhésion (IAP) - Développement des ressources humaines</b>   |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 59 987 277   | 0             | 7 788 433     | 52 198 844                                 | -27 000 000          |  | 25 198 844  | -45,01%     |                                 | *                      |
| <b>05 04 02 01 - Achèvement du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «Orientation» - Régions relevant de l'objectif n° 1 (de 2000 à 2006)</b>    |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 568 790 562  | 0             | 18 534 854    | 550 255 708                                | -70 000 000          |  | 480 255 708 | -12,31%     | Exécution plus lente que prévu  | *                      |
| <b>05 04 02 06 - Achèvement de Leader (2000 à 2006)</b>  |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 77 775 316   | 0             | 23 861 959    | 53 913 357                                 | -5 000 000           |  | 48 913 357  | -6,43%      | Exécution plus lente que prévu  | *                      |
| <b>05 04 05 02 - Assistance technique opérationnelle</b>   |               |               |  |                      |  |             |             |                                 |                        |
| 8 339 763  | 0             | 2 526 959     | 5 812 804                                  | -2 300 000           |  | 3 512 804   | -27,58%     | Exécution plus lente que prévu  | *                      |



| Ligne / Intitulé  |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
|---|------------------|------------------|---|-------------------------|---------------------|----------------|-------------------------------------|
| Budget initial<br>±BR (1A)  | Virements<br>(2) | Exécution<br>(3) | Montant disponible<br>(4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3) | Virement<br>proposé (5) | Variation<br>(4/1A) | Total<br>(4±5) | Justification standard              |
| <b>06 03 03 - Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 771 264 988   | 0                | 354 998 251      | 416 266 737                                   | -57 000 000             | -7,39%              | 359 266 737    | *                                   |
| <b>06 03 05 - Entreprise commune SESAR</b>  |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 47 608 950  | 0                | 0                | 47 608 950                                    | -27 600 000             | -57,97%             | 20 008 950     | *                                   |
| <b>07 03 03 - Achèvement de LIFE III [instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Projets sur le territoire de l'Union - Partie I (protection de la nature)</b>        |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 21 000 000  | 0                | 9 891 805        | 11 108 195                                    | -3 700 000              | -17,62%             | 7 408 195      | *                                   |
| <b>07 03 04 - Achèvement de LIFE III [instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Projets sur le territoire de l'Union - Partie II (protection de l'environnement)</b> |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 8 500 000   | 0                | 5 201 637        | 3 298 363                                     | -750 000                | -8,82%              | 2 548 363      | *                                   |
| <b>07 03 07 - LIFE + (instrument financier pour l'environnement - 2007 à 2013)</b>  |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 200 000 000   | -205 000         | 102 894 261      | 96 900 739                                    | -25 000 000             | -12,50%             | 71 900 739     | *                                   |
| <b>07 12 01 - Mise en œuvre de la politique et de la législation de l'Union sur l'action pour le climat</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 15 000 000  | 0                | 5 952 917        | 9 047 083                                     | -1 250 000              | -8,33%              | 7 797 083      | *                                   |
| <b>08 02 01 - Coopération – Santé</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 447 524 129   | 0                | 393 902 375      | 64 272 828                                    | 37 960 000              | 8,48%               | 102 232 828    | Exécution plus rapide que prévu     |
| <b>08 04 01 - Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 257 088 329   | 0                | 253 649 482      | 9 557 549                                     | 56 291 000              | 21,90%              | 65 848 549     | *                                   |
| <b>08 05 01 - Coopération – Énergie</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 80 935 215  | 868 477          | 22 137 147       | 61 592 803                                    | 4 000 000               | 4,94%               | 65 592 803     | Exécution plus rapide que prévu     |
| <b>08 06 01 - Coopération - Environnement (y compris le changement climatique)</b>  |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 234 477 887   | 0                | 134 792 929      | 105 265 532                                   | 27 085 000              | 11,55%              | 132 350 532    | *                                   |
| <b>08 07 02 - Coopération - Transports - Entreprise commune Clean Sky</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 161 870 430   | 0                | 56 147 484       | 109 575 462                                   | -51 158 674             | -31,60%             | 58 416 788     | *                                   |
| <b>08 08 01 - Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 61 891 635  | 0                | 38 633 523       | 24 731 133                                    | -14 000 000             | -22,62%             | 10 731 133     | *                                   |
| <b>08 09 01 - Coopération - Instrument de financement avec partage des risques (RSFF)</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 190 435 799   | 0                | 190 435 799      | 4 532 372                                     | 9 792 000               | 5,14%               | 14 324 372     | CP insuffisants pour couvrir les CE |
| <b>08 13 01 - Capacités - Recherche au profit des petites et moyennes entreprises (PME)</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 173 296 578   | 0                | 63 624 932       | 113 796 105                                   | -5 498 000              | -3,17%              | 108 298 105    | Exécution plus lente que prévu      |
| <b>08 18 01 - Capacités - Instrument de financement avec partage des risques (RSFF)</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 47 608 950  | 0                | 47 608 950       | 1 133 093                                     | 2 448 000               | 5,14%               | 3 581 093      | CP insuffisants pour couvrir les CE |
| <b>08 21 01 - Euratom - Fission nucléaire et radioprotection</b>  |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 24 280 564  | 0                | 6 640 396        | 17 640 168                                    | 11 500 000              | 47,36%              | 29 140 168     | *                                   |
| <b>08 22 03 01 - Achèvement du sixième programme-cadre CE (2003-2006)</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 314 219 069   | 0                | 205 473 333      | 116 224 150                                   | -30 108 000             | -9,58%              | 86 116 150     | Exécution plus lente que prévu      |
| <b>09 04 01 - Appui à la coopération en matière de recherche dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC - Coopération)</b>                         |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |

| Ligne / Intitulé   |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
|--|---------------|---------------|--|----------------------|------------------|-------------|-------------------------------------|
| Budget initial ±BR (1A)  | Virements (2) | Exécution (3) | Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3) | Virement proposé (5) | Variation (4/1A) | Total (4±5) | Justification standard              |
| 852 200 203  | 47 426 765    | 619 707 916   | 300 201 417                                | 46 000 000           | 5,40%            | 346 201 417 | *                                   |
| <b>09 05 01 - Capacités - Infrastructures de recherche</b>   |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 93 313 542   | 0             | 43 331 332    | 52 203 072                                 | -1 987 000           | -2,13%           | 50 216 072  | Exécution plus lente que prévu      |
| <b>10 05 01 - Démantèlement des installations nucléaires et gestion des déchets</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 28 565 370   | 0             | 13 774 272    | 14 791 098                                 | -4 900 000           | -17,15%          | 9 891 098   | *                                   |
| <b>11 02 01 01 - Interventions pour les produits de la pêche - Nouvelles actions</b>                                       |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 11 244 624   | 0             | 8 833 982     | 2 410 642                                  | 2 700 000            | 24,01%           | 5 110 642   | *                                   |
| <b>11 02 01 03 - Action préparatoire - Observatoire des prix du marché des produits de la pêche</b>                        |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 1 716 900  | 0             | 323 000       | 1 393 900                                  | -525 000             | -30,58%          | 868 900     | *                                   |
| <b>11 08 01 - Participation financière à des dépenses des États membres en matière de contrôle</b>                         |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 33 452 756   | -3 000 000    | 17 166 902    | 13 285 854                                 | -2 000 000           | -5,98%           | 11 285 854  | *                                   |
| <b>13 05 01 01 - Instrument structurel de préadhésion (ISPA) - Achèvement d'autres programmes antérieurs (2000 à 2006)</b> |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 329 949 308  | -73 000 000   | 127 378 465   | 129 570 843                                | -87 000 000          | -26,37%          | 42 570 843  | *                                   |
| <b>14 02 01 - Mise en œuvre et développement du marché intérieur</b>   |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 2 380 447  | 0             | 2 138 595     | 241 852                                    | 400 000              | 16,80%           | 641 852     | *                                   |
| <b>14 04 02 - Douane 2013</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 35 801 930   | 0             | 31 081 507    | 4 720 423                                  | 3 900 000            | 10,89%           | 8 620 423   | *                                   |
| <b>14 05 03 - Fiscaux 2013</b>   |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 19 043 580   | 0             | 13 865 179    | 5 178 401                                  | 1 150 000            | 6,04%            | 6 328 401   | *                                   |
| <b>15 02 22 - Programme «Éducation et formation tout au long de la vie»</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 927 422 343  | -1 039 319    | 804 547 544   | 143 908 132                                | 72 855 438           | 7,86%            | 216 763 570 | *                                   |
| <b>15 07 77 - Personnes</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 485 611 289  | 0             | 298 295 738   | 198 873 100                                | 71 619 000           | 14,75%           | 270 492 100 | *                                   |
| <b>16 02 02 - Actions multimédias</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 26 000 000   | 0             | 10 946 705    | 15 053 295                                 | -1 500 000           | -5,77%           | 13 553 295  | Exécution plus lente que prévu      |
| <b>16 03 02 01 - Communication des représentations de la Commission</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 8 200 000  | 0             | 6 317 241     | 1 882 759                                  | 1 000 000            | 12,20%           | 2 882 759   | *                                   |
| <b>16 03 04 - Communiquer sur l'Europe en partenariat</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 13 000 000   | -337 152      | 7 527 310     | 5 135 538                                  | 1 000 000            | 7,69%            | 6 135 538   | CP insuffisants pour couvrir les CE |
| <b>16 04 02 01 - Outils d'information et de communication écrite et en ligne</b>   |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 14 000 000   | 0             | 10 235 447    | 3 764 553                                  | 2 500 000            | 17,86%           | 6 264 553   | *                                   |
| <b>16 04 04 - Publications écrites générales</b>   |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 2 800 000  | 0             | 2 528 784     | 271 216                                    | 500 000              | 17,86%           | 771 216     | Exécution plus rapide que prévu     |
| <b>16 05 01 01 - L'Europe pour les citoyens</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |

| Ligne / Intitulé  |               |               |  |                      |                  |             |   | Justification standard |
|---|---------------|---------------|--|----------------------|------------------|-------------|---|------------------------|
| Budget initial ±BR (1A)   | Virements (2) | Exécution (3) | Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3) | Virement proposé (5) | Variation (4/1A) | Total (4±5) |   |                        |
| 21 450 000  | 1 481 000     | 20 383 431    | 2 547 569                                  | 3 000 000            | 13,99%           | 5 547 569   | * |                        |
| <b>17 02 02 - Action de l'Union dans le domaine de la politique des consommateurs</b>   |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 19 000 000  | -450 000      | 11 749 926    | 7 252 274                                  | 1 000 000            | 5,26%            | 8 252 274   | * |                        |
| <b>17 03 01 01 - Achèvement du programme de santé publique (2003 à 2008)</b>  |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 11 000 000  | 0             | 5 298 038     | 5 963 762                                  | -1 400 000           | -12,73%          | 4 563 762   | * |                        |
| <b>17 03 06 - Action de l'Union dans le domaine de la santé</b>   |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 35 700 000  | -581 000      | 19 650 995    | 16 317 665                                 | -6 500 000           | -18,21%          | 9 817 665   | * |                        |
| <b>17 03 07 02 - Autorité européenne de sécurité des aliments - Contribution au titre 3</b>   |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 22 690 000  | 0             | 11 487 582    | 11 735 633                                 | -1 500 000           | -6,61%           | 10 235 633  | * |                        |
| <b>17 04 09 - Accords internationaux et adhésion à des organisations internationales dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé et du bien-être des animaux, et dans le domaine phytosanitaire</b> |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 190 436   | 0             | 0             | 190 436                                    | 60 000               | 31,51%           | 250 436     | * |                        |
| <b>18 02 03 02 - Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures — Contribution au titre 3</b>  |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 47 000 000  | 9 600 000     | 34 592 714    | 22 007 286                                 | 20 400 000           | 43,40%           | 42 407 286  | * |                        |
| <b>18 02 04 01 - Système d'information Schengen (SIS II)</b>  |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 13 353 286  | 6 642 473     | 11 604 595    | 8 391 164                                  | 6 900 000            | 51,67%           | 15 291 164  | * |                        |
| <b>18 02 05 - Système d'information sur les visas (VIS)</b>   |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 20 186 195  | 0             | 13 396 065    | 6 790 130                                  | 7 300 000            | 36,16%           | 14 090 130  | * |                        |
| <b>18 04 11 - Projet pilote - Méthodologie européenne pour la mise au point de politiques fondées sur des preuves en ce qui concerne les droits des enfants</b>   |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 1 000 000   | 0             | 0             | 1 000 000                                  | -1 000 000           | -100,00%         | 0           | * |                        |
| <b>18 05 08 - Prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme</b>  |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 10 950 058  | -228          | 2 391 878     | 8 557 952                                  | -2 000 000           | -18,26%          | 6 557 952   | * |                        |
| <b>18 05 09 - Prévenir et combattre la criminalité</b>  |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 47 608 950  | -460 000      | 21 634 204    | 25 514 746                                 | -12 800 000          | -26,89%          | 12 714 746  | * |                        |
| <b>18 06 06 - Justice pénale</b>  |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 16 948 786  | 1 500 000     | 18 388 603    | 60 183                                     | 3 000 000            | 17,70%           | 3 060 183   | * |                        |
| <b>18 07 03 - Prévenir la consommation de drogue et informer le public</b>  |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 3 113 625   | 0             | 2 464 067     | 723 662                                    | -600 000             | -19,27%          | 123 662     | * |                        |
| <b>18 08 01 - Princes - Espace de liberté, de sécurité et de justice</b>  |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 3 808 716   | 0             | 1 900 914     | 1 907 802                                  | -800 000             | -21,00%          | 1 107 802   | * |                        |
| <b>19 03 01 02 - EULEX Kosovo</b>   |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 124 247 247   | -13 200 125   | 87 926 439    | 23 120 683                                 | 26 879 317           | 21,63%           | 50 000 000  | * |                        |
| <b>19 03 01 04 - Autres mesures et opérations de gestion de crise</b>   |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |
| 42 293 133  | 13 724 483    | 45 750 643    | 10 266 973                                 | 5 130 001            | 12,13%           | 15 396 974  | * |                        |
| <b>19 04 05 - Achèvement de l'ancienne coopération</b>  |               |               |  |                      |                  |             |   |                        |

| Ligne / Intitulé  |               |               |  |                      |                  |             | Justification standard              |
|---|---------------|---------------|--|----------------------|------------------|-------------|-------------------------------------|
| Budget initial ±BR (1A)   | Virements (2) | Exécution (3) | Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3) | Virement proposé (5) | Variation (4/1A) | Total (4±5) |                                     |
| 12 378 327  | 0             | 533 630       | 11 844 697                                 | -8 868 000           | -71,64%          | 2 976 697   | *                                   |
| <b>19 05 01 - Coopération avec les pays tiers industrialisés</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 19 043 580  | 0             | 11 600 496    | 7 443 084                                  | 800 000              | 4,20%            | 8 243 084   | *                                   |
| <b>19 06 02 01 - Actions dans le domaine de l'atténuation des risques et de la préparation quant aux matières ou agents chimiques, nucléaires ou biologiques (instrument de stabilité)</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 24 566 218  | 0             | 3 160 271     | 21 405 947                                 | 266 099              | 1,08%            | 21 672 046  | CP insuffisants pour couvrir les CE |
| <b>19 06 03 - Actions transrégionales dans les domaines de la criminalité organisée, de la lutte contre les trafics, de la protection des infrastructures critiques, des menaces pour la santé publique et de la lutte contre le terrorisme (instrument de stabilité)</b> |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 9 521 790   | 0             | 3 772 942     | 5 748 848                                  | 1 789 420            | 18,79%           | 7 538 268   | *                                   |
| <b>19 06 04 02 - Contribution de l'Union à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en faveur du Fonds pour la réalisation d'un massif de protection à Tchernobyl</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 23 804 475  | 0             | 0             | 23 804 475                                 | 10 195 525           | 42,83%           | 34 000 000  | *                                   |
| <b>19 08 01 02 - Politique européenne de voisinage et de partenariat – Aide financière à la Palestine, au processus de paix et à l'UNRWA</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 266 610 119   | 0             | 204 488 760   | 62 121 359                                 | 10 000 000           | 3,75%            | 72 121 359  | *                                   |
| <b>19 08 01 03 - Politique européenne de voisinage et de partenariat - Coopération financière avec l'Europe de l'Est</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 328 501 754   | -584 295      | 180 754 930   | 147 162 529                                | 20 000 000           | 6,09%            | 167 162 529 | *                                   |
| <b>19 09 02 - Action préparatoire - Coopération avec les pays d'Amérique latine à revenus moyens</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 2 000 000   | 0             | 0             | 2 000 000                                  | -1 150 000           | -57,50%          | 850 000     | *                                   |
| <b>19 10 01 01 - Coopération avec les pays en développement d'Asie</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 490 372 184   | 0             | 201 510 692   | 288 861 492                                | -43 000 000          | -8,77%           | 245 861 492 | *                                   |
| <b>19 10 01 02 - Aide à la réhabilitation et à la reconstruction de l'Afghanistan</b>   |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 147 587 745   | 0             | 39 810 313    | 107 777 432                                | -11 000 000          | -7,45%           | 96 777 432  | *                                   |
| <b>19 10 01 04 - Action préparatoire - Échanges économiques et scientifiques avec la Chine</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 4 200 000   | 0             | 2 193 905     | 2 006 095                                  | -1 100 000           | -26,19%          | 906 095     | *                                   |
| <b>19 10 02 - Coopération avec les pays en développement d'Asie centrale</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 76 174 320  | 0             | 37 306 768    | 38 867 552                                 | -7 500 000           | -9,85%           | 31 367 552  | *                                   |
| <b>19 10 03 - Coopération avec l'Iraq, l'Iran et le Yémen</b>   |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 42 848 055  | 0             | 21 358 452    | 21 489 603                                 | -18 000 000          | -42,01%          | 3 489 603   | *                                   |
| <b>19 11 01 - Evaluation des résultats de l'aide de l'Union, actions de suivi et d'audit</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 13 330 506  | 0             | 10 328 811    | 3 001 695                                  | 2 351 000            | 17,64%           | 5 352 695   | *                                   |
| <b>19 11 03 - L'Union européenne dans le monde</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 2 856 537   | 0             | 714 654       | 2 141 883                                  | 129 000              | 4,52%            | 2 270 883   | *                                   |
| <b>21 02 03 - Facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 156 157 356   | 0             | 74 967 647    | 81 189 709                                 | -13 209 000          | -8,46%           | 67 980 709  | *                                   |
| <b>21 03 01 - Acteurs non étatiques du développement</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |
| 171 392 220   | -8 000 000    | 147 475 415   | 15 916 805                                 | 10 000 000           | 5,83%            | 25 916 805  | *                                   |
| <b>21 03 02 - Autorités locales du développement</b>  |               |               |  |                      |                  |             |                                     |

| Ligne / Intitulé   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
|--|------------------|------------------|---|-------------------------|---------------------|----------------|-------------------------------------|
| Budget initial<br>±BR (1A)   | Virements<br>(2) | Exécution<br>(3) | Montant disponible<br>(4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3) | Virement<br>proposé (5) | Variation<br>(4/1A) | Total<br>(4±5) | Justification standard              |
| 13 330 506   | 8 000 000        | 20 731 843       | 598 663                                       | 2 000 000               | 15,00%              | 2 598 663      | *                                   |
| <b>21 04 06 - Action préparatoire - Gestion des eaux dans les pays en développement</b>                                  |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 3 300 000  | 0                | 402 333          | 2 897 667                                     | -2 247 667              | -68,11%             | 650 000        | *                                   |
| <b>21 05 01 03 - Autres aspects du développement humain et social</b>  |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 22 942 843   | 0                | 15 464 282       | 7 478 561                                     | 56 119                  | 0,24%               | 7 534 680      | *                                   |
| <b>21 05 02 - Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose</b>                              |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 47 608 950   | 0                | 0                | 47 608 950                                    | 17 391 050              | 36,53%              | 65 000 000     | *                                   |
| <b>21 06 05 - Aide aux producteurs de bananes des États ACP</b>  |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 38 087 160   | 0                | 15 815 333       | 22 271 827                                    | -11 587 000             | -30,42%             | 10 684 827     | *                                   |
| <b>21 08 02 - Coordination et sensibilisation dans le domaine du développement</b>                                       |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 9 236 136  | 0                | 3 224 789        | 6 011 347                                     | -1 364 136              | -14,77%             | 4 647 211      | *                                   |
| <b>22 02 07 01 - Programmes régionaux et horizontaux</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 182 597 462  | 0                | 47 179 213       | 135 418 249                                   | -41 000 000             | -22,45%             | 94 418 249     | *                                   |
| <b>23 02 01 - Aide humanitaire</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 511 042 085  | 99 676 000       | 515 744 448      | 94 973 637                                    | 85 000 000              | 16,63%              | 179 973 637    | *                                   |
| <b>23 02 02 - Aide alimentaire</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 232 491 641  | 7 500 000        | 187 641 042      | 52 350 599                                    | 10 000 000              | 4,30%               | 62 350 599     | *                                   |
| <b>23 03 06 - Interventions de protection civile dans les pays tiers</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 3 808 716  | 5 000 000        | 8 025 202        | 874 161                                       | 4 000 000               | 105,02%             | 4 874 161      | *                                   |
| <b>24 02 03 - Système d'information antifraude (AFIS)</b>  |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 4 760 895  | 0                | 4 697 618        | 63 277  | 1 600 000               | 33,61%              | 1 663 277      | *                                   |
| <b>25 02 04 01 - Bases documentaires</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 800 000  | 0                | 696 060          | 103 940                                       | 120 000                 | 15,00%              | 223 940        | Exécution plus rapide que prévu     |
| <b>26 03 01 01 - Solutions d'interopérabilité pour les administrations publiques européennes (ISA)</b>                   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 12 902 025   | 2 000 000        | 11 271 647       | 3 937 446                                     | 4 000 000               | 31,00%              | 7 937 446      | CP insuffisants pour couvrir les CE |
| <b>29 02 03 - Programme statistique de l'Union 2008-2012</b>   |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 38 087 160   | -2 750 000       | 33 593 636       | 2 423 380                                     | 4 942 000               | 12,98%              | 7 365 380      | *                                   |
| <b>29 02 04 - Modernisation des statistiques européennes sur les entreprises et sur le commerce (MEETS)</b>              |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 2 856 537  | 2 750 000        | 3 334 181        | 2 323 345                                     | 5 000 000               | 175,04%             | 7 323 345      | *                                   |
| <b>32 04 14 01 - Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseaux énergétiques</b>                  |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 481 020 049  | -61 200 000      | 71 175 879       | 348 644 170                                   | -69 400 000             | -14,43%             | 279 244 170    | *                                   |
| <b>32 04 14 02 - Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Piégeage et stockage du carbone (PSC)</b> |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |
| 247 566 539  | -36 000 000      | 107 239 080      | 104 327 459                                   | -22 700 000             | -9,17%              | 81 627 459     | *                                   |
| <b>32 04 14 03 - Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseau européen d'éoliennes en mer</b>    |                  |                  |   |                         |                     |                |                                     |

| Ligne / Intitulé           |                  |                  |   |                         |                     |                |                        |
|----------------------------|------------------|------------------|---|-------------------------|---------------------|----------------|------------------------|
| Budget initial<br>±BR (1A) | Virements<br>(2) | Exécution<br>(3) | Montant disponible<br>(4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3) | Virement<br>proposé (5) | Variation<br>(4/1A) | Total<br>(4±5) | Justification standard |
| 42 848 055                 | 5 000 000        | 32 578 798       | 15 269 257                                    | -13 000 000             | -30,34%             | 2 269 257      | *                      |
|                            |                  |                  | <b>Total PRÉLÈVEMENT CP</b>                   |                         | - 719 204 464       |                |                        |
|                            |                  |                  | <b>Total RENFORCEMENT CP</b>                  |                         | 719 204 464         |                |                        |

(\*) Voir en annexe pour une justification détaillée.

## **Justifications**

### **Decrease 01 03 01 01**

#### **European Bank for Reconstruction and Development - Provision of paid-up shares of subscribed capital**

In the 2011 budget, EUR 4.1 million in payment appropriations were entered on the budget item 01 03 01 01 Bank for Reconstruction and Development - Provision of paid-up shares of subscribed capital on the assumption that the modalities of the EU participation in the capital increase would be similar to those underpinning the 1996 EBRD capital increase.

According to Resolution 126 adopted by the EBRD Board of Governors on 14/15 May 2010, the paid-in shares have been funded through the incorporation of unrestricted reserves pro rata to shareholders' actual shares in the Bank's subscribed capital. It means that all EBRD shareholders automatically received paid-in shares in proportion to their existing shareholdings, without any further procedural steps to be taken by the shareholders themselves. Consequently, the modalities of the EU participation in the capital increase of the EBRD do not foresee any disbursement from the EU budget.

Under these circumstances, the payment appropriations of the budget item 01 03 01 01 Bank for Reconstruction and Development - Provision of paid-in shares of subscribed capital foreseen in the budget for 2011 are no longer needed and can therefore be made available for the Global Transfer.

### **Decrease 01 03 02**

#### **Macroeconomic assistance**

The forecasted amount of payment appropriations that will not be used (EUR 3.1 million) corresponds to the balance of credits after all payments planned for 2011 have been implemented (taking into account in particular planned payments to Armenia of EUR 21 million and to Moldova of EUR 50 million).

### **Increase 01 04 04**

#### **Competitiveness and Innovation Framework Programme - Entrepreneurship and Innovation Programme**

The CIP financial instruments for SMEs, i.e. GIF (venture capital) and SMEG (loan guarantees), both of which are managed by the European Investment Fund (EIF) on behalf of the Commission, are proving extremely relevant in the present economic context by encouraging productive investment underpinning the nascent recovery and appear to be presently in very high demand.

Equity markets have started to recover, leading to a significantly higher demand for GIF funding than was the case during the previous years of the programme, while there continues to be a sustained level of demand for SMEG guarantees due to applications from countries not yet covered and to extensions of existing deals with financial intermediaries, who are experiencing high loan demand.

The very strong market demand for the CIP financial instruments underlines the important role that the programme is playing in enhancing SMEs' access to finance.

The Commission has already made use of all payment appropriations available in 2011, including amounts carried-over from 2010. It is therefore necessary to reinforce the allocations of the line in order not to jeopardise the implementation of the programmes and fulfil legal obligations.

In order to meet the very strong demand for both instruments, an increase in payment appropriations for 2011 is requested.

### **Increase 02 02 01**

#### **Competitiveness and Innovation Framework Programme - Entrepreneurship and Innovation Programme**

The requested increase will be necessary to cover the Enterprise Europe Network (EEN) payments (EUR 16 million) and for interim payments of the innovation activities launched on this budget line (EUR 4 million).

The speeding up of RAL settlements (outstanding commitments) in the course of 2011 explains the increase in payment appropriations needs.

### **Increase 02 03 01**

#### **Operation and development of the internal market, particularly in the fields of notification, certification and sectoral approximation**

The requested increase in payment appropriations will allow for payment of the commitments on internal market activities as initially foreseen in the course of the 2011 budgetary procedure.

An additional EUR 800 000 are necessary for an advanced pre-payment on the Pharmacopée project. As regards the payment of RAL, it has accelerated (+ EUR 1.2 million) compared to what was foreseen in the March forecasts.

### **Increase 02 03 04**

#### **Standardisation and approximation of legislation**

The reinforcement on this line will allow for payment of the standardisation activities as initially foreseen before the payment appropriations were cut in the course of the 2011 budgetary procedure. The payment of RAL (outstanding commitments) has increased on this line slightly faster than expected.

### **Increase 02 04 01 03**

#### **Research related to transport (Galileo)**

The latest forecast for the payments appropriations on this research budget line shows a need for an additional EUR 10 million. These funds will be used to cover the Commission obligations under the Delegation Agreement signed with the European Space Agency (ESA).

This increase will allow for the processing of the second mandatory payment to ESA calculated to cover the six signed work packages of the industry for the last quarter of 2011 and the first quarter of 2012, as foreseen in the Delegation Agreement.

### **Increase 02 05 01**

#### **EU satellite navigation programmes (EGNOS and Galileo)**

The latest forecast shows a need for an additional EUR 22 million in payment appropriations. These funds will be used to cover the Commission obligations under the Delegation Agreement signed with the European Space Agency (ESA) and the In-Orbit-Validation (IOV) grant agreement also with ESA. The forecasts are based on the last quarterly ESA report based on the state of play of the industrial contracts for the Galileo constellation.

This increase request will allow for the processing of the second mandatory payment to ESA calculated to cover the 6 signed work packages of the industry for the last quarter of 2011 and the first quarter 2012, as foreseen in the Delegation Agreement, as well as the expenditures of the same period for the IOV phase as also foreseen in the grant agreement. If the Commission is not able to pay its obligations under the delegation agreements or the IOV grant agreement, the result could be a discontinuity in the industry work with requests for immediate additional costs to compensate this cash-flow shortfall.



## **Decrease 04 03 13**

### **Preparatory Action - Your first EURES Job**

The update of the financing decision adopted on 12 July 2011 has affected the timely publication of this call for proposals, with budgetary consequences. As the actual date of implementation of activities has to be postponed to end December, the Commission will not have the time required to launch pre-financing payments.

## **Increase 04 04 01 02**

### **Social protection and inclusion**

The need for reinforcement of this budget line results mainly from payment obligations related to concluded contracts and the requirement to pay still this year pre-financing for core funded networks.

Available payment appropriations at the end of August of EUR 10 million determine the request for an increase of EUR 2.9 million.

## **Increase 04 05 01**

### **European Globalisation Adjustment Fund (EGF)**

The requested increase is necessary to cover three cases that will not be covered by the available payment appropriations for an amount of EUR 5 460 495:

|                                   |               |
|-----------------------------------|---------------|
| Norte-Centro Automotive Industry  | EUR 1 518 465 |
| Comunidad Valenciana Construction | EUR 1 642 030 |
| Lazio Ceramics                    | EUR 2 300 000 |

## **Decrease 04 06 01**

### **Instrument for Pre-Accession Assistance (IPA) - Human resources development**

Following an audit carried out by the Commission in May 2011, within the multiannual programme Human Resources Development 2007-2011 (EUR 299.7 million intended for Turkey), the Turkish authorities were invited to address deficiencies detected in the verifications of declarations of expenditure under grant schemes. The follow up to the recommendations of the auditors has caused delays in the submission of payment applications by the Turkish authorities and the related payments. EUR 27 million are therefore made available for the Global Transfer.

## **Decrease 05 04 02 01**

### **Completion of the European Agricultural Guidance and Guarantee Fund, Guidance Section - Objective 1 Regions (2000 to 2006)**

The closure of Objective 1 programmes continues in 2011. However, contrary to the initial expectations, the amounts to be paid are below the appropriations available for the year. The revised estimate of payment needs for the rest of the year shows a surplus of EUR 70 million which is made available for the Global Transfer.

## **Decrease 05 04 02 06**

### **Completion of Leader (2000 to 2006)**

The closure of LEADER + programmes continues in 2011. However, contrary to the initial expectations, the amounts to pay are below the appropriations available for the year. The revised estimate of payment needs for the rest of the year shows a surplus of EUR 5 million which is made available for the Global Transfer.

## **Decrease 05 04 05 02**

### **Operational technical assistance**

The revision of the forecast shows that the payment appropriations for this budget line will not be entirely used in 2011. Consequently, an amount of EUR 2.3 million is made available for the Global Transfer.

## **Decrease 06 03 03**

### **Financial support for projects of common interest in the trans-European transport network**

The amount of EUR 57 million is being made available to exhaust all of the appropriations voted in the 2011 budget, so that full use can be made of amounts carried over from 2010. It is vital to ensure that all available appropriations are fully utilised.

## **Decrease 06 03 05**

### **SESAR Joint Undertaking**

The SESAR Joint Undertaking requires EUR 40 million for the implementation of its programme in 2011. This amount, complemented by EUR 26 million stemming from other sources of revenues, should allow for the necessary interim payments (EUR 45 million) and pre-financing payments (EUR 12 million), and for the financing of industrial support to Airbus (EUR 3 million), and studies (EUR 6 million). Of these EUR 40 million, EUR 20 million will be financed from the budget line 06 03 05 and EUR 20 million will be financed from the budget line 06 06 02 03, allowing the remainder to be transferred. The remainder of EUR 27.6 million on budget line 06 03 05 can therefore be released.

## **Decrease 07 03 03**

### **Completion of LIFE III (Financial Instrument for the Environment - 2000 to 2006) - Projects on EU territory - Part I (nature protection)**

This budget line covers payments in respect of commitments remaining to be settled from previous years and resulting from grants resulting from Completion of LIFE (European Financial Instrument for the Environment - 2000 to 2006) - Projects on Union territory - Part I (nature protection).

During 2010, transfers were made to meet the increased requirements in payment appropriations on this budget line. It now results in a surplus of payments appropriations for 2011. A detailed analysis of the RAL has shown that an amount of EUR 3.7 million can therefore be released.

## **Decrease 07 03 04**

### **Completion of LIFE III (Financial Instrument for the Environment - 2000 to 2006) - Projects on EU territory - Part II (environmental protection)**

This budget line covers payments in respect of commitments remaining to be settled from previous years and resulting from grants resulting from Completion of LIFE (European Financial Instrument for the Environment - 2000 to 2006) - Projects on Union territory - Part II (environmental protection).

This forecast was based on the remaining RAL on commitments and final payments were actually either quite lower or led to recovery orders. Moreover several projects were either delayed or additional information needed to make a final payment had to be requested. A detailed analysis of the RAL has shown that an amount of EUR 750 000 can therefore be released.

## **Decrease 07 03 07**

### **LIFE+ (Financial Instrument for the Environment - 2007 to 2013)**

This appropriation is intended to cover financial support for measures and projects contributing to the implementation, updating and development of Union environmental policy and legislation, including the integration of the environment into other policies, thereby contributing to sustainable development. At least 78 % of appropriations shall be used for action grants to projects, of which at least 50 % for projects supporting the conservation of nature and biodiversity.

The budgeting of interim and final payments proves to be difficult at the time of the Draft Budget. The number of requests for interim (and final) payments received up to date is far below the initial estimates.

Moreover while reports were delayed, the thresholds for obtaining interim payment (since eligible costs must reach at least 150 % of the amount of pre-financing payment) were not met.

The requirements up to the end of the year 2011 have been calculated based on a detailed analysis of the RAL and on the total amount needed to cover the invoices and payment requests received to date. The large part of the requirements (EUR 94.3 million) will be used to make pre-financing payments for LIFE projects selected following the call for proposals of 2010. Another part of the payment appropriations will serve to fulfil our legal obligations arising from procurement contracts. The last component serves to make interim/final payments for grants as mentioned above. In light of this detailed analysis, an amount of EUR 25 million can be released from this budget line.

## **Decrease 07 12 01**

### **Implementation of EU policy and legislation on climate action**

Under the LIFE+ programme, this appropriation is intended to finance measures to support the Commission's role in initiating policy and legislation development and implementation in the area of climate action. The appropriate procedures to allow for full execution of the commitment appropriations have been launched and the expected payment needs on those commitments amount to EUR 5.3 million.

A detailed analysis of the RAL shows that approximately EUR 8.5 million will be paid on commitments made prior to 2011. Therefore, total need of payment appropriations for the year 2011 amounts to EUR 13.8 million. The balance can therefore be released.

## **Increase 08 04 01**

### **Cooperation - Nanosciences, nanotechnologies, materials and new production technologies**

Several factors justify the request for increased payment appropriations:

1) During 2011, management has identified new priorities relating to the finalisation of contracts from the following calls for proposals 2011: EU-JAPAN, EU-Russian and PPP (Public Private Partnership). It should be noted that the contract calls for proposals from the EU-Japan and EU-Russian must start in 2011 to ensure parallelism with projects funded by these two countries. Regarding the call for proposals 2011-PPP, it is part of the economic stimulus package. It is therefore important that these contracts could begin as early as 2011. The conclusion of these contracts in 2011 results in the need for additional advances of about EUR 35 million.

2) The simplification of procedures and quality of applications for interim payments led to a very large acceleration in the consumption of payments. This phenomenon appeared in a remarkable way during the last quarter of 2010, when the 7th Framework Programme arrived at cruising speed in respect of payment claims. This led to a lack of payment appropriations at the end of 2010, which led to postponing some advance and interim payments until 2011 for a total of some EUR 80 million. This situation has continued during the year 2011, resulting in further needs of approximately EUR 25 million.

The overall result is that the budget line needs to be reinforced by EUR 138.3 million in payment appropriations. An increase of EUR 56.3 million is presented in the Global Transfer. The remaining balance to be found is EUR 82 million.

## **Increase 08 06 01**

### **Cooperation - Environment (including climate change)**

The new estimate takes into account the progress of research projects signed between 2007 and 2010, and of financial reporting at this stage of the year for these projects, and the acceleration of procedures for evaluation and negotiation of the call for proposals for 2011 thereby reducing the time needed for contracting. Additional payment appropriations of EUR 27.1 million are needed to meet these obligations.

## **Decrease 08 07 02**

### **Cooperation - Transport - Clean Sky Joint Undertaking**

A review of industrial policy approach was carried out by the Clean Sky Joint Undertaking, which led to a redefinition of the current profile of expenditure relative to that established in the beginning of the 7th Framework Programme in the creation of the Clean Sky JTI. This was clearly mentioned in the first interim report submitted to the Commission on 15/12/2010, after the adoption of the Budget 2011.

The Clean Sky JTI returned no appropriations for the years 2009 and 2010 but transferred the surplus in future years, as authorised by the Financial Regulations of Clean Sky. Therefore, EUR 51.2 million was accumulated in the treasury of Clean Sky JTI. Now, for reasons of sound financial management, it is proposed to transfer this sum in line with cash needs until the end of the year.

## **Decrease 08 08 01**

### **Cooperation - Socioeconomic sciences and the humanities**

Due to the delay in evaluation and/or negotiation phases of 22 projects related to a number of calls for proposals, only eight contracts of these calls are going to be signed by the end of the year. For this reason not all requested payments appropriations will be used and the amount of EUR 14 million can be released.

## **Increase 08 21 01**

### **Euratom - Nuclear fission and radiation protection**

The new estimate takes into account the progress of research projects signed between 2007 and 2010, and of financial reporting at this stage of the year for these projects, and the acceleration of procedures for evaluation and negotiation of the call for proposals for 2011 thereby reducing the time needed for contracting. Additional payment appropriations of EUR 11.5 million are needed to meet these obligations.

## **Increase 09 04 01 01**

### **Support for research cooperation in the area of information and communication technologies (ICTs - Cooperation)**

The current progress in negotiations for FP7 ICT Cooperation projects selected in response to Call 7 will require more pre-financing payments than originally expected for projects scheduled to start between September and December 2011.

In particular, it is expected to process 173 pre-financing payments related to Call 7 projects, and 289 cost claims related to projects selected in previous calls before the year-end.

Following the current progress in Call 7 negotiations, the appropriations necessary to carry out these transactions are higher than the amount currently available in the budget.

The amount presented in the framework of the Global Transfer is EUR 46 million, leaving an outstanding balance of EUR 60 million.

## **Decrease 10 05 01**

### **Decommissioning of nuclear installations and waste management**

The delays in the implementation of payments for the Decommissioning and Waste Management Programme (D&WM) are related to governmental and local authority authorisation processes for the delivery of the necessary licences in the nuclear field for a limited number of projects.

The main reasons causing the delays are the following:

- a contract with an outstanding amount of EUR 2.3 million has been postponed partially to 2012 due to delays in authorisation;
- the start of a project initially scheduled for 2010 with an outstanding amount of EUR 4.1 million has been postponed to 2011 awaiting the issuing of an authorisation of the national authorities. The interim payments foreseen in 2010 and 2011 are now rescheduled to 2012 and 2013;
- the annual fluctuations/variations of payment contributions to governmental authorities (EUR 1.9 million less than foreseen for 2011).

The dependency from complex and time consuming license authorisation processes makes it difficult to produce more accurate annual payment forecasts.

Recently, a strategy has been set up by the Decommissioning and Waste Management Programme to use complementing framework contracts that shall permit to better monitor payment implementation of the projects and therefore improve the planning of payment appropriations needed. The new strategy will take some time before it reflects into an optimised use of the available payment credits as it has just started to be applied to the Commission's budget forecasting for the future.

## **Increase 11 02 01 01**

### **Intervention in fishery products - New measures**

The requested reinforcement is explained by the execution of payments of outstanding payment requests which were suspended for a long time (i.e. prior to 2011). Measures have been taken to speed up and finalise the closing of these requests in the course of the year.

As of 1/09/11, out of EUR 8.8 million paid, EUR 6.7 million correspond to reimbursement of requests that were declared to the Commission before 2011. For the last four months of the year, it is expected to pay EUR 8.3 million (including carryovers): EUR 1.7 million for declarations prior to 2010 and EUR 6.6 million for declarations received in 2011 (based on the assumption that the declarations will reach the same level as 2010, after deduction of the declarations which are likely to be suspended as of 31/12/11 and therefore only paid from 2012).

## **Decrease 11 02 01 03**

### **Preparatory action - Monitoring centre for fisheries market prices**

Cost claims for 2011 will amount to EUR 1.2 million: EUR 1 million to the service provider (of which EUR 300 000 were already paid and EUR 200 000 for the purchase of data). No other payments will be made this year and consequently, an amount of EUR 525 000 is available.

## **Decrease 11 08 01**

### **Financial contribution to the Member States for expenses in the field of control**

The ongoing financial crisis has shifted the priorities in the Member States and less effort has therefore been put into the field of control. According to the forecasts for Member States, the payment claims to be sent to the Commission before the end of 2011, will only amount to EUR 15.3 million and thus there will be a surplus of EUR 2 million.

## **Decrease 13 05 01 01**

### **Instrument for structural policies for pre-accession (ISPA) - Completion of other previous projects (2000 to 2006)**

Closures of projects under ex-ISPA programmes took longer than expected and extensions of eligibility deadlines also contributed to a delay in closing projects. Moreover, in some cases reimbursement was due to the Commission instead of a final payment. As a result, EUR 87 million is therefore made available for the Global Transfer.

## **Increase 14 02 01**

### **Implementation and development of the internal market**

Current calculations show that additional payment appropriations will be needed. This can be explained by two factors. First, the amount requested in the draft budget 2011 of the Commission had been assessed with great accuracy, and the horizontal cut applied by the Budgetary Authority created a gap with payment appropriations being insufficient to match commitment appropriations. Second, several contracts for studies in the fiscal area have been finalised earlier than expected, which results in a faster execution of payment appropriations.

## **Increase 14 04 02**

### **Customs 2013**

The need for further payment appropriations can be explained by two main factors. The voted payment appropriations were reduced in comparison with the estimated needs, which make the payment appropriations insufficient to match the commitment appropriations. Besides, within the programme Customs 2013, the execution of the main contracts and supply of deliveries are comparatively quicker than within the previous programme Customs 2007. Additional efforts have indeed been made to reduce the time of acceptance of the major deliverables and payment delay to the strict minimum as a helpful response to the financial crisis. The needed payment appropriations mainly relate to IT contracts.

## **Increase 14 05 03**

### **Fiscalis 2013**

This case is very similar to that of Customs 2013. The voted payment appropriations were reduced in comparison with the estimated needs, which make the payment appropriations insufficient to match the commitment appropriations. Besides, within the programme Fiscalis 2013, the execution of the main contracts and supply of deliveries are comparatively quicker than within the previous programme Customs 2007. Additional efforts have indeed been made to reduce the time of acceptance of the major deliverables and payment delay to the strict minimum as a helpful response to the financial crisis. The needed payment appropriations mainly relate to IT contracts.

## **Increase 15 02 22**

### **Lifelong learning programme**

During the 2011 budget procedure, the budgetary authority increased the level of commitment appropriations by EUR 18 million, but decreased the level of payments by EUR 28.6 million. An acceleration in the rate of commitments in 2011 and good implementation in the participating countries means that the request for interim payments cannot be met by the available appropriations.

## **Increase 15 07 77**

### **People**

The additional appropriations requested will improve the time to grant by the Research Executive Agency (REA) in this activity, by signing a higher proportion of grants in 2011 (and subsequently paying initial pre-financing). An additional aim of this transfer is also to cover the contractual obligations of the grant agreements already signed by paying the requested amounts to the beneficiaries for interim and for final payments.

## **Increase 16 03 02 01**

### **Communication of the Representations**

Following a mid-term analysis of the budgetary needs for communication until the end of the year, an additional need for payment appropriations has been identified in the Representations of the Commission in the Member States for local communication activities.

The requested increase is directly linked to the fact that in 2010 there were not enough payment appropriations to cover all needs under this line: EUR 1 million was paid in January 2011 for invoices that should have been paid in 2010.

## **Increase 16 04 02 01**

### **Online and written information and communication tools**

The need of reinforcement of this budget line results from the acceleration of payments for online and written information and communication tools (such as the Europa website, Europe Direct Call Centres, newsletters, etc.), compared with the amounts initially forecasted. The acceleration of payments is necessary to fulfil the contractual obligations related to the last interim payments.

## **Increase 16 05 01 01**

### **Europe for Citizens**

The increase requested is related to the lack of payment appropriations under this budget line in 2010 that has increased the payment needs in 2011, as those payments initially due in 2010 had to be postponed to 2011.

In addition to this, the execution rate of existing commitments on this budget line has increased substantially following simplification measures recently introduced by EACEA.

The requested additional amount will be used mainly for the fulfilment of interim payments.

## **Increase 17 02 02**

### **EU action in the field of consumer policy**

As a consequence of a very cautious request for payment credits during the budgetary procedure 2011 and a positive reaction of beneficiaries to better respect time limits and quality of supporting document, the current amount of payment appropriations is insufficient to allow the European Commission and the Executive Agency for Health and Consumers to meet their contractual obligations.

## **Decrease 17 03 01 01**

### **Completion of public health programme (2003 to 2008)**

In the field of the Public Health programme, the Executive Agency for Health and Consumers still faces difficulties in obtaining feedback from beneficiaries when documents or clarifications are requested. This slows down the implementation of payment appropriations.

## **Decrease 17 03 06**

### **EU action in the field of health**

The award decision for the grants selected under Call 2011 is not yet finalised and the process will be thus postponed until October-November. Also, several tenders are launched now enabling the Executive Agency for Health and Consumers to sign contracts only at year end. As a consequence, only a limited number of grants (mostly operating grants) and contracts will be negotiated, signed and advances paid before end of 2011.

## **Decrease 17 03 07 02**

### **European Food Safety Authority - Contribution to Title 3**

The requested decrease of EUR 1.5 million in payment appropriations is due to lower than initially anticipated use of differentiated payment appropriations for scientific cooperation activities. It is due to three factors:

- Offers under the scientific procurement and grant tenders were received for an amount lower than estimated.
- Financial settlement of grants has been below the amount contracted due to savings through cost reduction or co-financing.
- Postponement by the beneficiaries of the delivery of scientific reports has led to the postponement of payments to 2012 or early termination of contracts due to lack of quality in the initial delivery.

## **Increase 17 04 09**

### **International agreements and membership of international organisations in the fields of food safety, animal health, animal welfare and plant health**

The credits under this budget line concern the annual membership contribution to the International Union for the Protection of New Varieties of Plants (UPOV). For 2011 it equals approximately CHF 269 000. The reference exchange rate between the EUR and the CHF used for the establishment of the Draft Budget 2011 has changed since then, which results in insufficient commitment and the payment appropriations on the budget line. Therefore, there is a need to transfer appropriations amounting to EUR 60 000 to be able to implement the payment.

## **Increase 18 02 03 02**

### **European Agency for the Management of Operational Cooperation at the External Borders - Contribution to Title 3**

Since the beginning of the year, Frontex has made efforts to speed up payments through a series of measures:

- Member States were asked to use requests for pre-financing; the obligation for the Member States to request pre-financing of their joint activities has been included in the Framework Partnership Agreements with the Member States.
- Member States have been informed on a regular basis about claims that have not been made yet.
- Member States have been informed on a monthly basis about payments made to them.

In addition, it should be pointed out that due to the political situation in North Africa, Frontex operational activities in the Mediterranean Sea have been significantly intensified from May 2011 onwards.

Given these circumstances, the consumption of payments appropriation has significantly increased in first eight months of 2011 in comparison to the same period of 2010. This trend is expected to further continue in the second half of the year.

As a consequence, Frontex has revised its budget implementation forecast and, taking into account the Amending Budget 4/2011, has requested additional EUR 20.4 million in payment appropriations. These additional credits will be used by Frontex to close the 2010 commitments (around EUR 4.4 million) and to honour its contractual obligations on 2011 operational activities in favour of the Member States concerned (around EUR 16 million).



## **Increase 18 02 04 01**

### **Schengen Information System (SIS II)**

Since the successful test of the central system last year, the implementation of the project has been accelerated and the services proceed with the closure of on-going contracts (RAL). As a result, the level of payment appropriations entered in the 2011 budget is insufficient to cover the needs. Based on revised implementation forecasts, additional payments are necessary to cover Commission obligations to the main contractor by the end 2011.

## **Increase 18 02 05**

### **Visa information system (VIS)**

Since the successful test of the central system last year, the implementation of the project has been accelerated and the services proceed with the closure of on-going contracts (RAL). As a result, the level of payment appropriations entered in the 2011 budget is insufficient to cover the needs. Based on revised implementation forecasts, additional payments are necessary to cover Commission obligations by the end 2011. These additional credits will be used to pay part of the running costs of the system in 2011, as well as the extension, support and finalisation of operations of the Biometric Matching System, the LAN (local area network) split and the provisional acceptance of the system.

## **Decrease 18 04 11**

### **Europe-wide methodology for developing evidence based policies for children's rights**

This budget line covers the pilot project - Europe-wide methodology for developing evidence based policies for children's rights.

The financing decision adopted by the Commission (Decision C(2011) 4236 final of 22/06/2011 foresees the organisation of open calls for tender for a maximum amount of EUR 2 million.

These calls will be launched after the annual meeting of the forum for the children rights, which will take place on 23 November 2011, and in any case not before the 1st quarter of 2012. Consequently it will not be possible to proceed with any pre-financing payment by December 2011. The amount of EUR 1 million in payment appropriations is therefore available.

## **Decrease 18 05 08**

### **Prevention, preparedness and consequence management of terrorism**

Initially, the 2011 payment appropriations were foreseen to be used for the pre-financings of most of the projects under the 2010 work programme, and for the pre-financing of the 2011 projects. The reasons for lower consumption are as follows:

- lower than expected response to the 2010 calls for proposals due to the difficulty met by potential applicants in ensuring own contribution to the project (30 % of the total cost) at a time of financial crisis. The overall amount dedicated for the pre-financing of these projects will be reduced accordingly.
- the implementation of the 2011 work programme has run into unforeseen difficulties.

For action grants, the main reason comes from the establishment of a new evaluation methodology, the delays in launching calls for proposals, as well as poor quality of budget estimates and in consequence long time devoted to budget negotiations before concluding a grant agreement. As a consequence, the majority of 2011 pre-financings will be postponed to the next year.

For public procurement, delays in preparing terms of reference impacted on the launching of tendering procedures and postponing of the majority of commitments and payments to the next year.

Based on these considerations, the budget implementation forecasts have been revised and payments appropriations are available.

## **Decrease 18 05 09**

### **Prevention of and fight against crime**

Initially, the 2011 payment appropriations were foreseen to be used for the pre-financings of most of the projects under the 2010 work programme, and for the pre-financing of the 2011 projects. The reasons for lower consumption are similar to those mentioned above for item 18 05 08:

- lower than expected response ratio to the 2010 calls for proposals due to the difficulty met by potential applicants in ensuring own contribution to the project (20 % of the total cost) in the time of financial crisis. The overall amount dedicated for the pre-financing of these projects will be reduced accordingly.
- the implementation of the 2011 work programme has run into unforeseen difficulties.

For action grants, the main reason comes from the establishment of a new evaluation methodology, the delays in launching calls for proposals as well as poor quality of budget estimates and in consequence long time devoted to budget negotiations before concluding a grant agreement. As a consequence, the majority of 2011 pre-financings will be postponed to the next year.

The strand 2011 "Grants to Framework Partners" (FPA) has been discontinued, leading to the absence of any new FPA 2011 projects.

For public procurement, delays in preparing terms of reference impacted on the launching of tendering procedures and postponing of the majority of commitments and payments to the next year.

Based on these considerations, the budget implementation forecasts have been revised and payments appropriations are available.

## **Increase 18 06 06**

### **Criminal justice**

The advance in the procurements area as well as the decision to use the reserve list of the action grants call for proposals 2010 leads to additional need of EUR 3 million. This additional figure comes from pre-financing obligations of EUR 2.4 million and another EUR 0.6 million of anticipated pre-financing and final payments under service contracts.

## **Decrease 18 07 03**

### **Drugs prevention and information**

Due to postponement of the 2011 call for proposals to the year 2012, the payment appropriations originally foreseen to cover pre-financings for 2011 actions are no longer necessary within the current year. An amount of EUR 600 000 is therefore available.

## **Decrease 18 08 01**

### **Prince - Area of freedom, security and justice**

An important share of the RAL consists of a single final payment of a procurement contract for a maximum amount of EUR 718 620. As this contract's end date was extended from 06/07/2011 to 30/11/2011, the approvals of both final report and final payment will not take place before January 2012. An amount of EUR 800 000 in payment appropriation is therefore available.

## **Increase 19 03 01 02**

### **EULEX Kosovo**

The EULEX Kosovo mission is fully functional and at the planned level of operational capacity. Due to a better budgeting and follow-up of spending the mission is implementing its budget at a faster rate than forecasted. The extension of the EULEX Kosovo mission is expected in mid December and the signature of the contract will have to be followed by a pre-financing payment that needs to cover at least the running costs of the mission during the first four months, corresponding to an amount of EUR 50 million. Taking into account that the amount available on the budget line is EUR 23.1 million, a reinforcement of EUR 26.9 million is requested.

## **Increase 19 03 01 04**

### **Other crisis management measures and operations**

The missions financed on this budget line are implementing their budgets at a faster rate than forecasted due to better budgeting and follow-up of spending. Also, the increase of costs of the EUJUST LEX mission, which is now based mainly in Iraq instead of Brussels, put an extra pressure on payments on this budget line, which has already been reinforced during the year by an internal transfer. The following payments will need to be made shortly: EUR 3.67 million to EUPOL COPPS, EUR 3.5 million to EUPOL DR Congo and EUR 6.7 million to EUSEC DR Congo. In addition to that, second pre-financing payment will need to be made to EUBAM Rafah and a first pre-financing payment will have to follow the expected extension of the EUPM BiH mission before the year's end. This brings the payment needs to a total amount of EUR 19 million. Taking into account that the amount available is EUR 13.9 million, a reinforcement of EUR 5.1 million is requested.

## **Decrease 19 04 05**

### **Completion of former cooperation**

The remaining RAL on this completion line relates to commitments made under the instrument which preceded the EIDHR (European Instrument for Democracy and Human Rights). Many actions financed under this instrument take place under difficult circumstances and in countries where Human Rights activities encounter manifold practical obstacles. Delays in execution are often unavoidable. On the basis of a thorough stock-taking of the open cases, the Commission has adjusted its assessment of the needs for the remainder of 2011 and the payment schedule for the following years. The Commission will also proceed with de-commitments where appropriate.

## **Increase 19 05 01**

### **Cooperation with industrialised non-member countries**

In 2009, the late extension of the mandate of EACEA (Education, Audiovisual and Culture Executive Agency) to the ICI (Cooperation with industrialised and other high-income countries) education projects delayed the implementation of the bilateral cooperation and of the Erasmus Mundus programme 2010. This resulted in a lower level of payments than foreseen in 2010 and increased the needs in 2011. Consequently, a reinforcement of EUR 800 000 in payment appropriations is requested.

## **Increase 19 06 03**

### **Trans-regional actions in the areas of organised crime, trafficking, protection of critical infrastructure, threats to public health and the fight against terrorism (Instrument for Stability)**

In addition to advance payments for new contracts following approval the Annual Action Programme 2011, there is a need to provide higher level of payments for the ongoing projects. The rate of implementation is coming up to speed, surpassing the original expectations and the available level of appropriations. Therefore, a reinforcement of EUR 1.8 million is requested.

## **Increase 19 06 04 02**

### **EU contribution to the European Bank for Reconstruction and Development for the Chernobyl Shelter Fund**

The EU's 2011 pledge completing the contribution to Chernobyl funds as foreseen under the Multiannual Indicative Programme for 2010-2011 (extra EUR 6 million on the top of the EUR 28 million agreed originally) has received the political agreement of the Commission. It is to be noted that without this political agreement the Chernobyl project could not be completed. In order to reach the objective of EUR 110 million of EU contribution to the Chernobyl Shelter Fund in three years, a payment of EUR 34 million is foreseen for this year (EUR 27.7 million were already paid) and the remaining EUR 48.3 million will be paid in 2012 and 2013. As the original level of payments on this budget line was EUR 23.8 million, an additional EUR 10.2 million is requested in the framework of the Global Transfer.

## **Increase 19 08 01 02**

### **European Neighbourhood and Partnership financial assistance to Palestine, the peace process and UNRWA**

A reinforcement of EUR 10 million is necessary to cover the payments scheduled in 2011 in favour of PEGASE (funding recurrent expenditures of the Palestinian Authority) as well as payments related to ongoing infrastructure and development projects until the end of the year. Due to the nature of the assistance, the disbursement under this budget line is proceeding very swiftly, even in respect of 2011 commitment appropriations.

## **Increase 19 08 01 03**

### **European Neighbourhood and Partnership financial cooperation with Eastern Europe**

A likely need for a reinforcement of this budget line was already announced in the budget implementation forecast of March 2011. The consequences of the increased use of budget support as an aid modality under the ENPI regulation is beginning to materialise. It is reflected in considerable improvements of the quality and continuity of the policy dialogue between the Commission and each beneficiary country, which in turn entails progress in the simplification of administrative procedures and a corresponding rapidity of programme implementation. In addition, the Neighbourhood Investment Facility (NIF), co-financed with Member States and several financial institutions is now fully operational. This has a positive impact on the disbursement rate of payments.

A large part of the additional needs in payment appropriations can be covered by re-allocation through internal transfer. The remaining shortfall expected until the end of 2011 (EUR 20 million) should be addressed in the context of the Global Transfer.

## **Decrease 19 09 02**

### **Preparatory action - Cooperation with middle income group countries in Latin America**

The objective of this Preparatory Action is to promote the EU Digital Video Broadcasting standard in Latin America. The payments will be lower than expected since one of the participating countries (Uruguay) chose a non-European standard and the relative project had, therefore, to be cancelled. Moreover, under the three remaining actions (for Panama, Colombia and Mercosur) payment forecasts were revised downwards. As a result, EUR 1.2 million in payment appropriations will not be used and can be made available.

## **Decrease 19 10 01 01**

### **Cooperation with developing countries in Asia**

Under several programmes funded from this budget line payments foreseen in 2011 have been reduced, delayed to 2012 or cancelled for the following reasons: slow submission of progress reports, final reports and expenditure statements by the contractor; and procedural reasons such as longer than foreseen contracting, delays in implementation, and savings. Therefore, EUR 43 million in payment appropriations will not be used.

- **China (EU-Police Training Project):**  
Longer delays related to verification of eligibility criteria have postponed the deadline for submission of the proposals with no possibility of disbursement of advance payment for EUR 1 million in 2011.
- **Cambodia (Education Sector Policy Support Programme):**  
The release of variable tranche for an amount of EUR 2.5 million is not expected in 2011 due to delays in the completion of the external Public Financial Management mission and long governmental procedures to submit the request for tranche release. Besides, the conclusions of the last Technical review meeting to assess progress towards meeting the targets for the variable tranche have not been very positive and indicate already a limited fulfilment of the conditions to trigger the disbursement.
- **Cambodia (Trade Related Assistance programme)**  
The disbursement of the second pre-financing for an amount of EUR 2.2 million is not expected this year because of slow implementation and low level of disbursements by the World Bank.
- **India (EU-India Capacity building Initiative for Trade Development programme):**  
After several clarifications, the Government of India has officially requested a modification of the text of the Financing Agreement requiring a new signature from the European Union and resubmission to the Government. As a result, contracting procedures will not start before 2012 and therefore, the advances of EUR 0.8 million have been aligned accordingly.
- **Indonesia (Indonesia Basic Education Capacity Trust Fund):**  
According to the last call of funds from the World Bank based on the level of implementation of the project, the payments in 2011 have been reduced by EUR 2.3 million.
- **Indonesia ( Rehabilitation and Community Developments in Rural Areas programme):**  
Following received of the final report, the balance to be paid under this project has been reduced by EUR 0.5 million.
- **Nepal ( Education Sector Policy Support programme):**  
The prior assessment of the indicators to trigger the variable tranche release indicates that the conditions will only be partially met and therefore, the total disbursements before the end of the year have been decreased by EUR 1.5 million.
- **Pakistan (Sustainable Rural Development in the Refugee-Affected and Hosting Areas programme):**  
Further to long delays for the signature of the Financing Agreements, discussions with the implementing international organisation had to be undertaken to redesign the programme in accordance with its original objectives. Moreover, a more limited capacity of absorption of the funds than initially expected has led to a reduction of EUR 9.3 million of the foreseen disbursements.
- **EACEA:**  
Following an operational review on payment needs for 2011, the Agency has communicated that there is a surplus in payment credits of EUR 4.5 million. The main reasons for this shortfall are twofold: delays in the submission of some progress reports and for the ones already received, a lower amount of consumption in the projects than initially foreseen has been confirmed.

## **Decrease 19 10 01 02**

### **Aid for the rehabilitation and reconstruction of Afghanistan**

Under the programmes listed below several payments yet to be made this year have been reduced or cancelled.

- **Enhanced Legal and Electoral Capacity for tomorrow:** Increasing staff security concerns and highly problematic election processes have hampered the implementation of the project. UNDP confirmed in August 2011 that the payment of the balance for EUR 1.7 million will not be requested.
- **Support to regional cooperation:** The disbursement forecast has been revised downwards by EUR 1.8 million since the implementation of the Centre for Regional Cooperation and the Railway Secretariat are slower than planned. These are essential elements to launch tender procedures for the construction of the railway.

- Support to Police Reform: Following recommendations for the new decision to be adopted, the advance payment under the contribution agreement that will be signed by the end of the year has been limited to EUR 38.7 million, which represents a reduction of the initial forecasts of around EUR 7.5 million.

#### **Decrease 19 10 01 04**

##### **Preparatory action - Business and scientific exchanges with China**

A lack of human resources has led to delays in the implementation of the programmes with payments postponed to 2012. Therefore, payment appropriations for an amount of EUR 1.1 million will not be needed.

#### **Decrease 19 10 02**

##### **Cooperation with developing countries in Central Asia**

Under the programmes listed below, several payments will be delayed to 2012.

- Kyrgyzstan (Sector Policy Support Programme in Social Protection): In line with the reform agenda of the Government, the release of the variable tranche of EUR 5.2 million will only take place in 2012.
- Kyrgyzstan (Rural Infrastructure Development and Social Integration): Following a call for proposal, only two out of the four beneficiaries signed the grant contracts. Besides, due to operational reasons the procurement procedure to award a work and a technical assistance contract is being delayed with no possibility of disbursement until next year. As a result, there is a total decrease of the advance payments of EUR 1.2 million.
- Kazakhstan (EURECA and Public Sector Reform Modernisation): In order to ensure fair competition both calls for tenders had to be cancelled. The re-launching of the calls has delayed contracting and postponed foreseen disbursements for a total amount of EUR 1.1 million to 2012.

Therefore, EUR 7.5 million in payment appropriations will not be used.

#### **Decrease 19 10 03**

##### **Cooperation with Iraq, Iran and Yemen**

The deteriorating security and political environment in most of the countries beneficiary of funds from this budget line has an overall negative impact on project implementation and, consequently, on disbursements. In this context, several payments have been postponed to 2012:

- Iraq (Technical Assistance to Iraqi Institutions): The signature of an addendum to the Financing Agreement coupled with operational reasons has delayed the finalisation of the tender procedure. The contracting and disbursement of first pre-financing for EUR 2.9 million will only take place in 2012.
- Iraq (Improving Access to Quality Basic Education in Iraq): Given the current level of implementation of the project, UNICEF has confirmed that the second pre-financing of EUR 6.5 million will not be requested this year.
- Syria (Support to Waste Management): The contracting of the supply component will not take place this year and therefore, the advances foreseen for an amount of EUR 6.6 million will only be disbursed in 2012.
- Yemen (Support to Yemeni Ministry of Interior for police academies and schools): The activities under this grant contract are suspended since April 2011 due to the current situation in the country. A possible re-launch of the activities cannot be expected this year and neither the payment of almost EUR 2 million.

Therefore, a total of EUR 18 million will not be used.

## **Increase 19 11 01**

### **Evaluation of results of EU aid, follow-up and audit measures**

Requests for final payments for 2010 result-oriented monitoring (ROM) contracts (Monitoring sub-line) were submitted later than foreseen by some contractors and paid in 2011. This was also the case for advance payments on new ROM contracts signed between December 2010 and February 2011. This leads to a significant amount being paid in 2011 instead than in 2010. As a consequence, an additional amount of EUR 2.4 million is requested.

## **Increase 19 11 03**

### **The European Union in the world**

Delays encountered in 2010, led to a higher than expected need for advance payments in 2011.

## **Decrease 21 02 03**

### **Facility for rapid response to soaring food prices in developing countries**

Implementation delays for the Food Facility NGO projects have resulted in delays in the processing of payments related to the second tranche of pre-financing. As there was an agreement this year with the international organisation implementing the Food Facility projects to extend some of the projects, a number of payments will be made in 2012 instead of 2011.

## **Increase 21 03 01**

### **Non-State actors in development**

A thorough revision has shown that implementation of programmes financed under this budget line is going faster than planned. Total needs equal to EUR 35 million, less available appropriations of EUR 25 million, gives an additional requirement of EUR 10 million.

## **Increase 21 03 02**

### **Local authorities in development**

A thorough revision has shown that implementation of programmes financed under this budget line is going faster than planned. Total needs equal to EUR 3.4 million, less available appropriations of EUR 1.4 million, gives an additional requirement of EUR 2 million.

## **Decrease 21 04 06**

### **Preparatory action: Water management in developing countries**

Payments forecast for all ongoing contracts financed under this budget line amount to EUR 650 000 for the remainder of the budget year. They relate to projects in the Water Sector in Africa ("Support to the African Network of Centres of Excellence in Water Sciences and Development, ACE-WATER" implemented by the Joint Research Council) and in Latin America (improving the management of water resources through the creation of catchment area authorities implemented by UNOPS, United Nations Office for Project Services).

However, the contracting of a number of similar measures pre-committed in March 2011 has been delayed and is expected to take place during the last quarter of 2011. The pre-financing of those actions can only be processed in early 2012. As a consequence, an amount of EUR 2.2 million in payment appropriations can be transferred to other budget lines.

## **Increase 21 05 01 03**

### **Other aspects of human and social development**

This budget line covers three different themes (social inclusion, children and culture) and includes nine global decisions for calls for proposals, as well as a few contribution agreements for which payments are still to be made in 2011, for a forecasted total of EUR 9.3 million. Part of these needs will be covered by an internal transfer. The remaining EUR 56 119 in payment appropriations are requested in the Global Transfer.

## **Increase 21 05 02**

### **Global Fund to Fight Aids, Tuberculosis and Malaria (GFATM)**

Payment appropriations on this budget line should be of a sufficient amount since the payment of the contribution to the Global Fund is made the same year as the contract is signed. Commitment appropriations on the line are EUR 65 million this year, while the Budgetary Authority had granted EUR 47.6 million in payment appropriations. Therefore, EUR 17.3 million in payment appropriations is requested to cover this year's contribution to the Global Fund.

## **Decrease 21 06 05**

### **Assistance to ACP banana producers**

Given the delay in the adoption of the legal base no payments will be made this year. Therefore, EUR 11.5 million in payment appropriations is made available.

## **Decrease 21 08 02**

### **Coordination and promotion of awareness on development issues**

Due to late adoption of the communication strategy, and therefore delays in contracting and pre-payment it will not be possible to pay for the end of the year.

## **Decrease 22 02 07 01**

### **Regional and horizontal programmes**

The availability of payment appropriations for transfer (EUR 41 million) is mainly due to the fact that a decision was taken in 2010 to redirect the remaining grants under a number of IFI (International Financial Institutions) facilities in favour of SMEs, municipalities and energy efficiency projects in Turkey, Croatia, Bulgaria and Romania by transferring the funds to the innovative instruments EFSE (European Fund for South East Europe) and GGF (Green for Growth). This transfer triggered payments in 2010 under the concerned agreements which were initially foreseen for 2011 (a total of EUR 30.7 million).

For the remaining part, other payments foreseen for 2011 under the IFI-facilities (which are running until the end of 2015) will not materialise in 2011 since the lending operations targeting "green" projects need longer preparation and the trigger points for the next payments will thus be reached later (Municipal Finance Facility with the European Bank for Reconstruction and Development – EUR 10 million).

## **Increase 23 02 01**

### **Humanitarian aid**

In order to address humanitarian crises in Libya, Ivory Coast, Horn of Africa and Sudan the humanitarian aid budget line has been reinforced from the Emergency Aid Reserve in total by EUR 170 million in commitment appropriations. The request for mobilisation of the EAR specified that the requested amounts of payment appropriations only corresponded to 50 % of the amount needed and that further reinforcements would be needed at the time of the Global Transfer procedure. In line with the actual forecasts, and taking into account that the implementation rate of humanitarian operations is close to 100 %, a reinforcement of EUR 85 million is requested.

## **Increase 23 02 02**

### **Food aid**

The food crisis in the Horn of Africa and Sudan (including South Sudan) necessitated reinforcement of EUR 45 million in commitment appropriations. The requested amount in payment appropriations corresponded only to 50 % of the needs. As mentioned in the request for mobilisation of the Emergency Aid Reserve, additional appropriations are needed at this time. Therefore a reinforcement of EUR 10 million is requested.



## **Increase 23 03 06**

### **Civil protection interventions in third countries**

The budget for civil protection outside the European Union has been reinforced by EUR 10 million commitment appropriations to deal with the crises in Libya and Japan.

The amount requested in payment appropriations was only 50 % of the amount in commitments appropriations. It was specifically mentioned in the transfer request that the supplementary payment appropriations would be requested at the time of the Global Transfer procedure.

In addition, the initial budget of payment appropriations was EUR 5.2 million lower than the amount in commitment appropriations.

For these reasons, and based on the actual forecast a reinforcement of EUR 4 million payment appropriations is requested.

## **Increase 24 02 03**

### **Anti-fraud information system (AFIS)**

The requested increase is necessary to fulfil payment obligations. 100 % of the AFIS funds are used for delivery of IT equipment, as well as for training and expertise covered by procurement contracts. Payment obligations have to be fulfilled within 30 days after the delivery of the equipment or services. Consequently, 90 % of the AFIS projects are paid within the year following the signature date of the contract.

96.4 % of the available payments have already been consumed. Having evaluated payment obligations of all running files, an increase in payment appropriations for the AFIS programme for at least EUR 2 million for 56 projects is needed. However, internal redistribution between the operational budget lines has led to a reduced request of EUR 1.6 million, of which EUR 760 000 for commitments made before 2011, and EUR 840 000 for commitments made in 2011.

## **Increase 26 03 01 01**

### **Interoperability Solutions for European Public Administrations (ISA)**

The ISA programme management has sought to accelerate the processing of payments by an improved collaboration between the services involved. This approach has proved successful, creating a gap between commitment and payment levels that needs to be filled by a reinforcement in payment appropriations.

## **Increase 29 02 03**

### **EU statistical programme 2008-2012**

The amount requested will cover pre-financings (around 20 % of requested amount) on new commitments concluded in 2011. Additional payment appropriations are requested to allow for payments related to new contracts and grant agreements concluded in 2011 covering in particular: User support measures (i.e. a dedicated support services for all users of statistical data available on Eurostat's website; development of IT to allow for the reengineering of the statistical production process, as well as field work in all EU countries to collect information on land use and land cover, in line with the priorities of the European Union.

In addition, supplementary payment appropriations requested will be used for final payments of contracts and grant agreements. These payments are due following important efficiency gains in the payment process and concern in particular statistics in domains related to the EU 2020 strategy, such as sustainable development indicators, environmental accounts and environmental expenditure, employment and unemployment, structural business statistics, energy policies, business registers, and agri-environmental statistics.

## **Increase 29 02 04**

### **Modernisation of European Enterprise and Trade Statistics (MEETS)**

A transfer of EUR 2.75 million was made to this budget line in July 2011 as there were no more payment appropriations available. This transfer was an interim solution pending the Global Transfer. If appropriations are now granted to budget line 29 02 04, an amount of EUR 2.75 million would be returned back to line 29 02 03, which was the source of the July reallocation.

- Following common progress with Member States in the implementation and launch of the collaborative networks in the European Statistical System (ESSnets) on better use of administrative data and creation of the data warehouse in the national statistical offices, profiling of multinational enterprises and statistical data on global value chains was made possible in 2011. Eurostat will need to proceed with pre-financings on these commitments in 2011. Payment appropriations as originally available in 2011 are therefore not sufficient to cover these pre-financings.
- The first commitments under the MEETS programme could only take place in late 2009, meaning that no payments could take place during that year. These legal commitments have an average duration of two years, final payments to National Statistical Institutes under 2009 and also 2010 legal commitments have to take place in 2011, coming in addition to the pre-financing payments due under the 2010/2011 legal commitments.

## **Decrease 32 04 14 01**

### **Energy projects to aid economic recovery - Energy networks**

In June 2011, an amount of EUR 352 million was made available for redeployment due to delays in the implementation of seven projects for energy networks. Now a further EUR 69.4 million can be made available, due to technical and administrative delays which have no consequence for the ultimate implementation of the projects. The detailed reasons are as follows:

- the environmental permits have not yet been received for three projects (EUR 11 million);
- the payment requests of the beneficiaries are less than expected for five projects (EUR 36 million);
- operational delays have been encountered for seven projects (EUR 22.4 million).

## **Decrease 32 04 14 02**

### **Energy projects to aid economic recovery - Carbon Capture and Storage (CCS)**

For five projects, costs to date have been lower than forecast, and the complex nature of the activities concerned have led to a slower rate of implementation. Therefore it is possible to release an amount of EUR 22.7 million.

## **Decrease 32 04 14 03**

### **Energy projects to aid economic recovery - European offshore wind grid system**

Verification revealed ineligible costs in the case of two contracts (Aberdeen; C Power). Furthermore, some of the payment requests received since June have been for smaller amounts than originally announced. Therefore EUR 13 million can be made available.